

# PluriCité

Le bimestre de Carrefour des Cultures

Juin-Juillet 2015 - Num 15

Crise<sup>de</sup> la Citoyenneté

Défis pour  
l'Éducation permanente

A stylized illustration of a group of diverse people walking towards the right. The figures are rendered in various colors (blue, purple, orange, green, light blue) and are semi-transparent, overlapping each other. They are walking in a line, with some carrying bags or backpacks, suggesting a journey or a shared path.

**Relire les médias**

*Monde désinformé cherche explorateurs  
des médias*



La conscience collective, l’imaginaire citoyen continuent à traverser une crise aigüe, ou une maladie qui les mine et les endort toujours plus profondément. Les politiques, les institutions, l’action syndicale au sens strict, tous ont montré leurs limites. Même les acteurs qui avaient tenté de s’ériger en vrais contre-pouvoirs commencent à s’assujettir à la logique du marché ; de plus en plus, on renonce aux visées de transformations, pour se limiter à une gestion des problèmes, à des revendications d’adaptations ou de réformes des aspects les plus problématiques du système. La recherche de vraies alternatives semble être toujours plus reléguée au rang de quête chimérique et juvénile.

Certes, des poches de résistance existent encore, où l’on continue à tenter de réveiller la pensée et l’imagination, à sortir de la léthargie. C’est le cas d’une partie des acteurs de ce qu’on appelle éducation permanente, ou éducation populaire (expressions qui nous dérangent du fait de la condescendance et des réductions qu’elles impliquent). Ces acteurs encore éveillés ont ainsi une très grande responsabilité ; plus que jamais, ils ont à fournir un effort qualitatif, à cultiver la vigilance pour ne pas subir eux-mêmes la contamination de l’ère du temps, servie en particulier par cette arme de neutralisation massive que sont devenus, globalement, les grands médias.

Ainsi, nous vous proposons un PluriCité entre réflexions sur « l’éducation populaire » et relecture des médias, deux enjeux qui sont pour nous très intimement liés. Nous avons rencontré une série d’acteurs du champ dit de l’éducation permanente – en Belgique francophone ; ce, pour mettre en valeur les initiatives et approches qui nous semblent les plus intéressantes, mais aussi pour contribuer à un diagnostic de cette sphère.

Concernant la deuxième partie de ce bulletin, centrée sur les médias, nous avons décidé d’y introduire un maximum d’interactivité, de développer des formes de présentations qui permettent au lecteur d’être aussi actif que possible. Il s’agit de mettre en valeur l’importance des enjeux liés aux médias, en ce qui concerne notamment la démocratie, le dialogue des peuples, l’engagement citoyen.



# Sommaire

Édito	2
<b>LE DOSSIER</b>	
Crise de la Citoyenneté: Défis pour l'Éducation permanente	4
Éducation permanente Citoyenneté Sens et Praxis	5
Corps intermédiaires, Culture de l'engagement citoyen	14
Éducation permanente et Culture	24
<b>RELIRE LES MÉDIAS</b>	
Monde désinformé recherche explorateurs des médias	37
Les outils de l'explorateur	39
L'invité	42
Les pièges du labyrinthe	45
L'histoire occultée	49
Lanternes et feux follets	52
En filigranes	54
Tapis volants, potions et épées transparentes	56
<b>Notes</b>	58
Concours	
Remerciements	





## Crise de la Citoyenneté : Défis pour l'Éducation permanente

La question soulève elle-même une multitude d'interrogations. La citoyenneté nous renvoie dans un premier temps à notre individualité et à une définition de nous-mêmes. Cette individualité se construit en référence à un collectif qui est en constante évolution. Reflet d'une société, d'un système politique, cette image nous offre un modèle à suivre et nous formate avec plus ou moins de force. Cette représentation nous invite également à prendre part à « la chose publique ». Or, c'est justement cette représentation qui est en pleine mutation. Un constat est tiré : les individus se désintéressent de l'exercice des prérogatives offertes par cette même citoyenneté. Comment l'expliquer ? Les rouages de la machine sont voilés ; il est donc temps d'interroger les faiblesses et les manquements sociétaux. De tels manquements se font jour dans les médias, dans les discours politiques et approches sociologiques ; mais les experts de ces domaines peinent à trouver des réponses appropriées ; ils versent très souvent dans une passivité narrative, qui décrit en boucle les défaillances et la surdité des uns et des autres. L'éclaircie peut naître à partir du terrain ! Dans ce sens, ne pouvons-nous pas espérer que l'esprit de l'éducation permanente ou populaire puisse constituer un fertilisant, capable de nourrir le terroir de la citoyenneté ?

Le nouveau défi que s'est lancé PluriCité est d'interroger les principaux repères de cette pratique citoyenne. Depuis quelques années, l'éducation permanente œuvre à comprendre les mécanismes de la pratique citoyenne et se dote d'une mission, celle de la revaloriser et de permettre aux citoyens d'en être les acteurs.

Face à une situation complexe où la citoyenneté, en pleine mutation, a tendance à se faire de moins en moins intelligible, il s'agit ici de contribuer à poser des jalons pour tenter de l'éclairer et de la rendre au peuple.

Sur bases de certains critères, différents acteurs rencontrés par Carrefour des Cultures décryptent pour nous les enjeux actuels du questionnement concerné. Un souci de représentativité a guidé l'étude. Ainsi, un premier impératif géographique a conduit nos choix, nous conduisant à Namur, Liège et Bruxelles. Ensuite, le critère de la dimension nous a amenés à élire des associations de grandes, moyennes et petites envergures. Pour le contenu, nous avons choisi des organisations plurielles dans leur finalité, avec pour dénominateur commun l'éducation permanente.

Le questionnement, construit avant les entretiens et exposé aux intervenants, a établi un espace de dialogue, d'échanges et de débat. En voici un récit.



# ÉDUCATION PERMANENTE

## CITOYENNETÉ

### SENS ET PRAXIS

---

Concept politique, social et culturel, l'éducation permanente nage dans une vaste étendue sans fond et sans limite, de paternités de termes et d'appropriations d'enjeux. En tant que telle, elle ne veut rien dire, tour à tour fourre-tout et particularisme aigu. Elle ne prend du relief que par sa praxis dans le monde réel, et par la méthode qui accompagne sa mise en mouvement. C'est par son renouvellement constant qu'elle peut atteindre les ambitions qu'on lui prête. Son histoire est parcourue par une constante fuite en avant dans les hautes sphères de la théorie philosophique, sociologique, anthropologique,... Elle est donc par nature polymorphe, ce qui complexifie bien la chose. On la conceptualise à tour de bras, portée en fer de lance comme appel à une révolution, à une résistance contre un système qui, intrinsèquement, nous pousserait vers l'aliénation.

Ce mouvement, cette vision du monde et de la société n'a pas de réalité propre. Elle est indéniablement pieds et poings liés à ses institutions, qui lui confèrent le statut d'entité. Point d'existentialisme donc, mais bien prédétermination par les cadres de références. Pour l'étudier et la qualifier, il s'avère donc nécessaire d'y fourrer son nez. D'aucun évoque un rapport rigide au système, octroyant certes une bas com-

-mune, un socle pour l'action, mais induisant des contraintes qui modifient son âme. Ces restrictions laissent des champs libres, tout en étant très limitatifs par ailleurs. De plus, une professionnalisation poussée à l'extrême transforme profondément les acteurs du secteur.

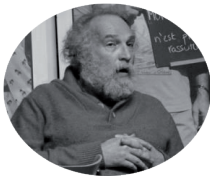
Co-président de Peuple et Culture, suppléant au Conseil Supérieur de l'éducation permanente, Jean-Luc Degée nous offre une réflexion autour de l'objectif principal poursuivi par toute forme d'expression collective : celui d'unir, de rassembler. Il évoque les particularités liées à notre pays, à notre époque, au champ propre à l'éducation permanente, qui pèsent ou qui portent l'action citoyenne. De nouvelles formes de parole émergent dans ce contexte, les Plateformes, portant en elles d'autres syntaxes de contre-pouvoir. Un plaidoyer pour une coalition.

Jean-Paul Liens, membre de CEMEA, parle également d'une actualisation de l'éducation permanente. Le besoin pressant de rassembler se fait sentir.

Pontien Kabomgo, du CEFOC, insiste quant à lui sur la nécessité de changer radicalement de paradigme, et sur le rôle que l'éducation permanente peut jouer à cet égard.



## « Associations d'Éducation permanente, co-constructrices du mouvement social »



**Entretien avec Jean-Luc Degée, Co-président de Peuple et Culture**

---

### **Quel sens pour l'Éducation permanente ?**

L'engagement social est devenu plus pressant pour nous. Pendant un temps, nous avons pu nous contenter de formations généralistes avec une dimension critique, et d'actions centrées sur le lien social sans prise de position affirmée par rapport aux grands enjeux de société contextualisés, c'est-à-dire, au sens large, sans engagement politique. Je pense qu'aujourd'hui nous n'avons plus le choix. Les associations d'éducation permanente doivent être parties prenantes et co-constructrices du mouvement social. Point fortement positif, car nous renouons avec les bases de l'éducation permanente, celle-là mêmes dessinées par Christian Morel. Celui-ci définit l'éducation permanente comme la composante culturelle du mouvement social. Jusque-là, le secteur recouvrait bien la composante culturelle dans un sens large mais déliée de mouvement social, sans impératif de se positionner en tant qu'acteur. Cependant, le nouveau décret n'y engage pas.

Il impose bien le développement d'une dimension critique, mais à la différence de l'Éducation Populaire, il ne se positionne pas clairement sur la société qu'on refuse et celle que l'on revendique. Dans ce contexte où règnent désarroi et désaveu politique, où les inégalités sociales ne font que s'aggraver, où les décisions de la classe dominante accroissent la pauvreté, les associations d'éducation permanente ne peuvent rester spectatrices. Se poser en roue de secours destinée aux exclus et leur proposer une activité et un repas gratuit ne peut être suffisant. L'associatif doit œuvrer à inverser les rapports de force entre les 99% et les 1%, entre les populations sous domination et les décideurs politiques et économiques.



L'éducation permanente est fille de l'éducation populaire. Le décret de l'éducation permanente est né d'un compromis. Ses Bases sont celles de l'éducation populaire, et il prend en même temps en compte les grandes familles politiques belges. Au niveau européen, c'est un des décrets les plus ouvrants. Il permet de mettre en place des activités d'éducation permanente critiques allant jusqu'à une mobilisation. Il faut considérer cette ouverture comme une chance. Malheureusement, peu d'organisations en profitent. De plus en plus d'associations demandent leur reconnaissance en éducation permanente sans avoir de lien direct ou indirect avec une action émancipatrice. Pour exemple, certaines associations actives dans des activités de loisirs actifs ou de réalisation personnelle entament une procédure de reconnaissance. Nous sommes en droit de nous poser cette question : quelle est la dimension collective ? Est-ce que cette activité tend vers une autre dimension ? Est-elle une prémisse pour atteindre une mobilisation ? Actuellement, le monde associatif rencontre de nombreuses difficultés pour accéder aux subsides. Certains acteurs s'engouffrent alors dans ce décret, extrêmement ouvert. De plus, l'éducation permanente a le vent en poupe, il fait bien de se couvrir de son vernis. Le triste constat de cet état de fait est celui-ci : l'action associative s'en trouve fortement affaiblie et peut perdre en légitimité. Mais cette malheureuse dévaluation est limitée par l'existence de garde-fous.

L'inspection et le conseil supérieur, où sont représentés un certains nombres d'associatifs, réalisent un réel travail de fond sur l'incorporation des associations. Cependant, tout n'est pas rose, une certaine collégialité est omniprésente et guide en partie la procédure. Les piliers restent très pesants et peuvent agir comme de véritables lobbys. Une forme de protectionnisme du Conseil Supérieur entache quelque peu son action. Un pôle pluraliste, où sont par exemple présents les CEMEA ou Lire et Ecrire, vient néanmoins donner un peu d'indépendance aux décisions. Présentement, l'enjeu est de savoir qui sera élu président du bureau, la couleur politique ayant changé. Différents équilibres ont ainsi été trouvés : la présence d'une catégorie particulière, les associations en voie de reconnaissance, donne du sang frais aux débats. Mais il s'agit également de veiller à la présence de l'ensemble des axes. Les dossiers passent donc par les fourches de l'inspection et des services généraux. S'il ne se dessine aucune opposition, la ministre signe. Par contre, si des divergences surviennent, le rôle du Conseil prend alors tout son sens. Nous écopons donc systématiquement des dossiers compliqués, et arriver à un consensus est parfois ardu. Le dernier concerne la notion de processus. Nous considérons ainsi qu'une activité a sa place en éducation permanente si elle s'inscrit dans un processus. En sont donc exclues les activités ponctuelles qui ne peuvent réaliser un travail de fond sur la citoyenneté. Une action de sensibilisation n'est possible qu'en lui donnant une dimension d'engagement à moyen ou à long terme.





## L'éducation permanente, vecteur de transformation de société ?

Ne rêvons pas. Qui aujourd'hui peut changer les choses ? La population est submergée par un sentiment de révolte, combiné à un sentiment d'impuissance. Cet alliage risque de donner lieu à un autre effet désagréable, un désintérêt général de la vie politique. Cela ne touche pas uniquement les élections, mais englobe l'engagement dans son entièreté : les comités de quartier, les manifestations,... Dans ce contexte, la population pourrait comme en France miser sur l'extrême droite. Le danger est réel, et beaucoup plus présent qu'on ne le croit, même en Communauté française. La banalisation du discours n'a pas encore lieu avec la même force en Belgique. Nous le remarquons même dans le milieu syndical, où les délégués trient le discours public et privé. L'éducation permanente s'inscrit dans la lutte contre les préjugés mais aussi dans une mobilisation citoyenne. Elle n'a pas les forces internes pour l'organiser, mais bien pour y participer et lui conférer une assise. Très clairement, le changement ne viendra pas des partis politiques traditionnels, ni des syndicats, tellement divisés et affaiblis par la crise. Ces différents pôles n'ont pas en eux la force d'insuffler un nouveau projet de société. La source du changement reste en question. Petit clin d'œil à Syriza, en Grèce, qui représente néanmoins un espoir à grande échelle. Né d'initiatives citoyennes, basé sur une aile politique assez radicale, Syriza est doté d'un appui populaire conséquent. La situation n'est cependant pas stable, elle peut encore se retourner, par division interne ou par pression européenne, avec pour conséquence un renforcement du sentiment d'impuissance dans toute l'Europe.

En Belgique, le PTB peut représenter l'alternative, mais il manque pour le moment d'une dimension autogestionnaire, d'intelligence, d'initiative et de puissance d'agir collective qui le placerait au rang de parti traditionnel.

*Peuple et Culture (P.E.C.) est un mouvement démocratique d'action culturelle et éducative.*

*Peuple et Culture, active depuis plusieurs années en Belgique et reconnue, depuis 1978, par la Fédération Wallonie Bruxelles, comme association d'Education permanente des adultes.*

*P.E.C. a choisi d'agir prioritairement sur le terrain de l'action culturelle et de la formation, contre les inégalités, les aliénations, les conditionnements et toutes les formes d'exclusions qui font obstacles à la démocratie dans les institutions, à l'autonomie, à la responsabilité et à la citoyenneté des personnes.*

<http://www.peuple-et-culture-wb.be>

peuple  
& culture

Autre possibilité : Vega, nouveau collectif qui a la dimension d'une coopérative et une culture du débat, mais aucune assise populaire. Une des possibilités de changement réside dans la récente formation de plateformes.





Ainsi, Acteurs des Temps Présents est né d'une convergence entre syndicalisme ouvrier métallo et syndicalisme paysan, rejoints par des acteurs artistiques et associatifs. C'est un mouvement social en construction, soucieux dans un premier temps de faire entendre la voix de tous les indignés et de tous les impliqués dans des expériences de construction d'autres modèles. Acteurs des Temps Présents est guidé par deux impératifs, celui d'occuper la place publique et d'avoir un front social élargi, avec une réussite variable selon les endroits, mais un bel écho liégeois. Un des événements fondateurs, la Marche des scandales et des merveilles de notre société, offrait une visibilité « dans la rue » aux doléances populaires et aux différentes alternatives, indiquant de la sorte qu'un autre monde était possible et d'ailleurs déjà partiellement en construction. La marche récolta un franc succès là où elle fut organisée, et permit d'insuffler de l'espoir et de la confiance dans l'action citoyenne. L'autre plateforme, Tout Autre Chose, jouit d'un impact médiatique plus conséquent, mais d'une présence sur le terrain bien moindre.

Inspirée d'une initiative unitaire flamande, elle est composée plus largement d'une population intellectuelle et artistique, où se retrouvent moins les acteurs associatifs. Son implantation est bruxelloise, tandis qu'Acteur des Temps Présent siège à Liège. Une question survient ici naturellement : pourquoi deux fronts sociaux se sont-ils créés de manière indépendante, alors qu'ils partagent les mêmes objectifs ? Bien sûr, certains éléments varient, comme par exemple le fait qu'Acteur des Temps Présents soit plus clair dans son positionnement de société, qui se veut anti-capitaliste. Mais un rapprochement des forces revendicatrices et novatrices, une constitution en front commun, aurait sans équivoque conféré bien plus de poids à l'action. Actuellement, l'éducation permanente ne peut se limiter aux couches les plus défavorisées de la population.



C'est tout le peuple qui souffre et qui s'inquiète du lendemain.

L'extrême-droite l'a bien compris, qui cherche à élargir sa base sociale de soutien : nous ne devons laisser aucun espace public sans perspective de changement social vers le droit au bonheur commun.



## **La pilarisation, un frein pour l'éducation permanente et un obstacle pour l'associatif ?**

Oui, très clairement. Ces nouveaux mouvements sociaux en gestation, constitués par les plateformes, sans assise populaire actuellement mais en passe d'en obtenir, ne pourront se positionner comme acteurs de changement que si l'on dépasse ces clivages. Pour beaucoup, fort heureusement, ils ne représentent plus grand-chose et appartiennent à une époque révolue.



L'action citoyenne doit arrêter de s'épancher sur des questions qui divisent mais préférer celles qui rassemblent. Un des principaux freins est paradoxalement la question de la laïcité si elle est mal comprise, c'est-à-dire envisagée comme instrument de prosélytisme plutôt que dynamique de confrontation ; En Belgique, le CAL a une approche de la laïcité qui n'est pas partagée par tous les laïques : en France, on peut être protestant, musulman ou catholique dans sa vie privée tout en s'affirmant laïque dans sa vie publique. Pas en Belgique, où l'on est soit l'un, soit l'autre : la laïcité est de surcroît considérée et subsidiée au même titre que les cultes.

Si cette notion de laïcité est de fait extrêmement importante dans les rapports sociétaux, elle doit selon moi être fondée sur une perspective de vivre ensemble. Et non a contrario, en s'affirmant en opposition à une communauté, dans un continuuel rapport de force.

Dans l'est de Liège, nous allons mettre en place une action intitulée Place à Nous. Pendant une semaine, nous allons tenter de rassembler l'ensemble des acteurs présents dans le quartier. Cela supposera de dépasser ces clivages et de tenir compte des erreurs récurrentes de l'associatif. Cet événement intégrera les fêtes de la musique organisées dans le quartier Bonne Femme, et y développera une autre dimension, plus critique, d'éducation populaire permanente. L'expérience sera intéressante ; car si l'on parvient à réaliser cet exploit, au niveau local bien entendu, de réunir autour d'un seul et même événement des associations de différentes sensibilités, tout en rassemblant aussi des citoyens non encore investis, ce sera une expérience porteuse de perspectives d'avenir.



## La citoyenneté en question et en crise ?

Cette crise est engendrée par ce sentiment de révolte et d'indignation largement partagé, mais néanmoins attaché à des secteurs particuliers : chômeurs, préretraités, ... L'enjeu, ici, est de se coaliser autour d'objectifs ou de biens communs. C'est là où réside la principale difficulté. La citoyenneté confère l'engagement dans la vie politique, l'engagement au sens large ; c'est le lieu et l'instant où je peux, en tant que citoyen, construire quelque chose avec d'autres. On peut envisager de prendre comme point d'appui une indignation singulière, car aucune ne peut révolter tout le monde en même temps, même l'index, la pension ou le chômage. En réponse à cela, il faut des revendications et des projets. Amener des répliques suffisamment porteuses d'espérance, de mobilisation, d'engagement, et à forte puissance fédératrice. Un des moyens est de débiter par des prises de conscience et des mobilisations ponctuelles, sans les enfermer dans un carcan individuel, mais en leur octroyant une forme d'absolu, d'utopie fondatrice. Il s'agit de leur conférer une dimension de bien commun collectif, mais pour cela, il faut des initiatives qui soient rassembleuses et des projets de sociétés qui soient rassembleurs. La question des inégalités recouvre en son sein un fort pouvoir mobilisateur.

Mais serait-ce suffisant pour pousser les personnes à rentrer dans l'action ? Telle est la question. Un autre bémol est le jeu permanent des médias traditionnels, qui épousent une ligne éditoriale dévolue à la division. Certains, comme Le Soir, à la base un journal de référence, se révèle être à l'opposé de l'éducation permanente et adopte la position de partisan de l'ordre établi. Le profil des travailleurs de l'éducation permanente s'est fortement modifié. Avant, la base était le fait d'être militant, qui, progressivement, était engagé comme travailleur. Et puis maintenant, les nouveaux travailleurs n'ont pas nécessairement ce profil : ils sont des professionnels confrontés comme tout citoyen au questionnement de l'engagement, avec ses risques, ses difficultés et ses désillusions, mais aussi ses énergies, ses créativité et ses satisfactions dans la mise en œuvre d'un mieux-vivre ensemble.



## « Les acteurs doivent conserver cette ambition d'être un contre-pouvoir »



**Entretien avec Jean-Paul Liens, directeur des CEMEA**

Dossier

Finalement, éducation populaire et éducation permanente ne sont que des terminologies. L'une est plus utilisée en France et l'autre en Belgique. Quand on parle d'éducation permanente, on parle d'éducation tout au long de la vie, alors qu'en réalité elle ne se limite pas à cette caractéristique. Elle comprend également un public particulier, des méthodes et des démarches spécifiques. La démarche d'éducation permanente peut-être spécifiée comme une volonté de construction collective à la fois des savoirs, d'un projet de société, et d'un pouvoir des personnes sur leur propre vie.

Cette démarche offre la possibilité aux associations de développer des actions de cet ordre et de conserver une certaine autonomie. Les décrets confèrent une reconnaissance et une aura certaine à l'éducation permanente, ainsi qu'aux méthodes utilisées. Des critiques sont évidemment possibles, comme l'imperméabilité entre les axes, alors que la nature de l'éducation permanente est foncièrement globale. Le fait d'être subsidié par l'Etat est certainement une forme de contrôle, où celui-ci nous dicte en partie quoi faire et comment le faire.

N'est-ce pas ambigu, dans un processus de changement social ? Les acteurs de l'éducation permanente doivent conserver cette force émancipatrice et cette ambition d'être un contre-pouvoir.

*CEMEA forme les cadres associatifs de différents secteurs : accueils extrascolaires, puériculteur ou puéricultrice, animateur de rue et de quartier.*

*CEMEA développe aussi une série de formations plus ouvertes à tout public. Les sujets, principalement des enjeux de société globaux, gardent un lien avec le domaine de l'éducation.*

<http://www.cemea.be/Education-permanente>



Certes, le besoin des subsides se fait pressant, mais c'est à chaque association de faire la part des choses et de fixer ses limites. Il est clair que l'on ressent une pression quant à l'encadrement de certains types de public. Malgré cet impératif, une importante plus-value ressort de ces formations, une ouverture des champs des possibles pour les participants. L'équilibre est à trouver.



## « Remettre l'humain au centre des préoccupations, telle est la visée de l'Éducation permanente »



**Entretien avec Pontien Kabongo,  
formateur permanent au CEFOC**

### **Education permanente, réalité ou utopie ?**

On pourrait dire que l'éducation populaire est un principe d'action, une pédagogie et une culture de la résistance et du changement par rapport à la logique capitaliste, qui a une main mise sur tous les secteurs de notre vie et qui a colonisé notre imaginaire. Grâce à l'éducation populaire, les individus et les masses populaires peuvent résister au rouleau compresseur de l'économie capitaliste, qui est nocive et qui promeut le profit, rien que le profit. Ils peuvent résister à cette économie écrasante, à ce système opaque qui transforme continuellement nos envies en besoins, et pour qui l'individu compte plus que le collectif – l'individu comme bon consommateur.

Tout d'abord, l'éducation permanente est basée sur la croyance que les milieux populaires ont la capacité d'être acteurs des transformations économiques, politiques, culturelles et sociales. Elle permet de croire au pouvoir des masses populaires organisées. Ensuite, elle se fonde sur l'idée que les concernés sont à même de construire collectivement les solutions aux problèmes qui les concernent.

Pour moi, l'éducation populaire permet de gérer les conflits sociaux de manière non violente. Elle permet de transformer toutes les colères dues aux injustices, aux discriminations, en énergie émancipatrice. S'il n'y avait pas ces mouvements, il serait difficile de canaliser la violence que crée l'économie capitaliste.

Pour moi, l'enjeu principal de l'éducation populaire encadrée est de prendre distance par rapport au système capitaliste, d'interroger et de refuser cette logique qui a colonisé notre imaginaire, de remettre l'humain au centre des préoccupations.

*Le Centre de Formation Cardijn est une association d'éducation permanente où sont développées des formations pour des adultes issus des milieux populaires, ou solidaires à l'égard des personnes de ces milieux. Ces différentes formations proposent de s'interroger sur le sens de la vie, et de réfléchir au « comment vivre ensemble » de manière citoyenne, dans une société plus démocratique et plus solidaire.*

<http://www.cefoc.be/>



## CORPS INTERMÉDIAIRES, CULTURE DE L'ENGAGEMENT CITOYEN

La citoyenneté occupe l'ensemble du champ de vision de l'éducation permanente. Comme fil conducteur et leitmotiv, elle est la danseuse d'un cavalier, celui qui dicte politique social et culturelle du pays, véritable enjeu sociétal. Cette notion revient de manière incessante à nos oreilles et produit un son tour à tour plaisant et désagréable. Censée fédérer, elle a plutôt tendance à diviser. Son côté inquisiteur impressionne, elle pointe du doigt ceux qu'elle exclut, ce qui lui confère une aura et un puissant pouvoir inclusif.

Il semble clair que cette citoyenneté soit constamment en évolution. Au vu des changements éclairés de nos sociétés, dus notamment à l'Europe, à la toute puissance financière ou encore à la peur de l'autre, la notion, échafaudée avec peine durant de longues décennies, subit une forte et rapide mutation. Une multitude de mouvances et d'agitations la poussent à se métamorphoser.

Sommes-nous prêt à dresser déjà des constats ? Avons-nous suffisamment de recul pour poser une analyse ? En tout cas, différents sons de cloches se font entendre, certains très sombres, jusqu'à évoquer une mort de la citoyenneté. Aucun consensus ne transparaît pour qualifier la citoyenneté actuelle. Cependant, deux courants majeurs se dessinent, l'un considérant que la citoyenneté accuse une crise majeur dans ses fondations, touchée d'une indicible maladie, sournoise et dévastatrice.

L'autre tendance soutient absolument l'inverse. Le citoyen est plus que jamais omniprésent, mais sa structure interne ne correspond plus à l'imagerie traditionnelle. Plusieurs acteurs de terrains, dont l'enjeu est d'activer et de faire vivre cette citoyenneté, nous livrent leur vision.

Sébastien Bodart, porte-parole du CIEP, véhicule une conception précise de l'éducation permanente, tournée vers une amélioration de la qualité de vie. Membre actif du mouvement, il parle d'une évolution de la citoyenneté, de ses formes et de ses moyens d'expressions. Il déplore également une forme d'apesanteur dans son appréhension, ce qui freine grandement son action et fait qu'on a tendance à la sous-estimer.

Oliviero Aseglio, via la Coordination Holebi, nous parle d'une autre facette de la citoyenneté, celle qui englobe l'altérité et s'attache à rendre la parole aux minorités sexuelles.

Baptiste de Reymaeker, permanent de Culture et Démocratie, s'interroge sur l'emploi de certains termes chers à la logique associative, sur leur évolution et sur l'effet que l'on attend d'eux, ainsi que sur l'impact qu'ils ont réellement.

Le CBAI a toujours tenu une position claire dans le débat, en se positionnant comme acteur de mutation sémantique. Hamel Puissant, formateur dans cette véritable institution, questionne l'authenticité de cette crise de la citoyenneté.



## « Les nouveaux médias, des espaces additionnels pour vivifier la citoyenneté »



**Entretien avec Sébastien Bodart, Porte-parole  
du CIEP**

### **Citoyenneté, visée et méthode...**

La citoyenneté tient dans l'idée que les individus puissent se réapproprier, quelque part entre le public et le privé, une portion de discours, et qu'ils puissent amener une réelle pensée politique et une réelle manière de changer les choses. Donc, exprimer son droit de citoyen, c'est exprimer ce que l'on rencontre comme problématique quotidienne, que l'on veut mutualiser et défendre auprès des décideurs. Néanmoins, je ne pense pas qu'il y ait une crise de la citoyenneté. Je pense que la manière dont on aborde l'éducation Permanente et la citoyenneté n'est peut-être pas forcément la bonne. En effet, nous pouvons continuer à nier l'existence des réseaux sociaux, et à nier qu'il y ait sur Internet des débats proches de l'éducation permanente. Les débats autour du centre culturel à Namur sont un exemple qui reflète très bien ce phénomène. Nous avons tendance à minimiser la matière présente sur ces médias, alors qu'il s'y passe des choses importantes.

Je pense que la citoyenneté se passe ailleurs, son exercice se fait différemment, de manière peut-être plus individuelle peut-être. Nous pouvons continuer à nous apitoyer sur ces changements.

Mais très souvent des débats débutent sur internet et se poursuivent dans des endroits où l'on se rencontre et où l'on se parle. Nous restons sur les mêmes dynamiques qui n'ont pas tenu compte de l'évolution de ce style de médias et de leur impact.

Je ne pense donc pas qu'il y ait une crise de la citoyenneté. Je crois qu'au contraire, les gens sont de plus en plus fâchés, de plus en plus rebellés par rapport aux politiques et contre la sphère privée. Si nous arrivions à bien intercepter ce que les gens disent, nous aurions un retour de la citoyenneté, immanquablement. Les citoyens vont sortir de leurs gonds à un moment donné, ici c'est le syndicaliste qui parle.





## Éducation permanente et nouveau médias

Tout dépend ici de la manière dont les choses se passent. Si c'est sur une page personnelle, il est difficile de filtrer, mais si l'on définit des critères, les commentaires peuvent-être gérés. Mais honnêtement, des fuites en avant ont effectivement lieu sur les médias sociaux ; elles sont cependant beaucoup plus présentes dans les médias traditionnels. Ceux-ci essaient souvent de trouver la petite polémique où il n'y en pas du tout. Les journalistes ne sont pas tout à fait fidèles au message qu'on leur transmet. Les fuites en avant se multiplient dans l'univers médiatique, les commentaires sur les sites journalistiques forgent des opinions. Et il y a très peu d'arbitrage, à l'inverse, de ce que l'on préconise en éducation permanente. Les médias jouent un rôle important dans le déplacement du centre de gravité de la citoyenneté et de ses outils. Un important travail est à réaliser pour remanier ces médias et leur redonner une qualité, nous devons nous montrer intransigeants, sans concessions.

## Éducation permanente, une pensée en mouvement

L'éducation permanente part de ce que les gens vivent au quotidien et structure une pensée collective à partir de là. C'est un processus qui doit être réalisé par l'associatif et qui ne se contente pas de faire des ciné-clubs ou des ciné-débats. Ça doit en faire partie, évidemment. Mais les gens

*Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire a pour objectifs de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens, et de participer au développement d'une société démocratique, en rendant le savoir plus accessible et en valorisant l'action collective. Ces objectifs se concrétisent par le biais d'activités éducatives et culturelles du Mouvement Ouvrier Chrétien.*

<http://www.ciep.be/>



doivent aussi pouvoir se rencontrer et penser des problématiques collectivement, avoir les outils pour pouvoir développer une pensée critique sur le monde qui les entoure, et pouvoir fédérer une action ou une revendication auprès des concernés.



L'éducation permanente concerne aussi l'accès à la culture. Les ciné-clubs sont également importants, dans ce cadre, mais il faut qu'ils soient accessibles, et qu'ils touchent un public plus populaire, qui n'est pas encore au fait des problématiques soulevées. Le processus d'éducation permanente prend beaucoup de temps et doit déboucher sur quelque chose de concret, voilà ma philosophie.

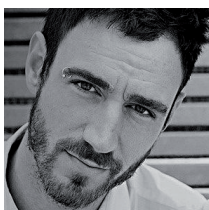
***Un des grands objectifs du CIEP est de promouvoir une démocratie participative.***

***Est-ce possible dans l'état actuel de la citoyenneté ?***

Oui, bien sûr. Il y a des structures communales qui existent, comme le conseil consultatif des aînés, par exemple. Au début, c'était des goûters et des voyages, et maintenant nous travaillons sur plusieurs problématiques que rencontrent les personnes âgées. Nous en prenons note au niveau communal pour faire changer les choses : santé mobilité,... Nous regardons par exemple si les plans de la commune sur la mobilité sont adaptés aux aînés. Au niveau des trottoirs, des parkings,... Leurs avis sont entendus et écoutés.



## « Les minorités ! Une autre préoccupation de l'Éducation permanente »



**Entretien avec Oliviero Aseglio,  
Coordination Holebi**

Dans notre association, la citoyenneté revêt différents sens et réalisations. D'abord, nous avons une mission de « visibilité », c'est-à-dire qu'il nous importe beaucoup que les droits et opinions des personnes LGBTQI soient justement représentés, portés et accessibles à quiconque. Ensuite, il y a aussi un travail « d'inclusivité », parce que Bruxelles est, par exemple, la deuxième ville la plus cosmopolite d'Europe après Luxembourg ; la communauté LGBTQI y est aussi particulièrement représentée, du fait de l'exode rural et des infrastructures et lieux de rencontre à leur disposition. Donc, nous travaillons avec un incroyable terreau de personnes issues de communautés culturelles, sociales, religieuses, politiques,... très variées et nous sommes désireux que chaque personne de notre public-cible se sente incluse et représentée de façon juste.

Nous travaillons également à l'émancipation de ces personnes, en proposant par exemple un Forum Politique où un représentant de chaque parti éligible vient présenter son programme en matière de LGBTQI. Ils ont dès lors davantage conscience de ce qui est fait ou pas pour eux. Nous avons déjà reçu des demandeurs d'asiles qui espèrent obtenir un statut de réfugiés politiques devant le Commissariat Général des Réfugiés et Apatrides. Nous leur expliquons leurs droits en Belgique, leur donnons l'occasion de se solidariser avec des compatriotes éventuellement originaires du même pays, ou dans une situation semblable. Notre conception de la citoyenneté est en fait qu'il s'agit d'offrir les mêmes possibilités d'épanouissement des personnes LGBTQI qu'à n'importe quelle autre personne en Belgique, ni plus, ni moins. Nous ne cherchons pas à évoluer vers une forme de lobby, nous tentons de protéger notre public, qu'il conserve ses droits, et qu'il ne soit pas trop communautarisé.



En 2014, une vieille phrase de Théo Francken, le secrétaire d'état N-VA à l'asile et à l'immigration est ressortie dans la presse. Il disait en raccourci que les musulmans étaient les seuls responsables de l'homophobie à Bruxelles. C'est aussi là que la citoyenneté LGBTQI doit intervenir ; en plus à avoir publié un communiqué de presse démentant et condamnant ces propos, nous avons organisé quelques mois plus tard la première rencontre en Belgique entre des représentants du Judaïsme, de l'Islam, du Catholicisme et du Protestantisme, des activistes de terrain, des prêtres, moines, pasteurs, rabbins, imams et des intellectuels spécialisés dans le sujet de l'inclusivité des personnes LGBTQI par les trois grandes religions du livre. En tout, 14 intervenants venus de 7 pays différents. C'était l'occasion de débattre de ces questions parfois houleuses, et surtout de répondre aux propos de Monsieur Francken, avec une main tendue entre les différentes communautés, sans oublier ceux qui font parties de plusieurs communautés à la fois.

*La coordination HOLEBI Bruxelles est la coupole francophone des associations des personnes lesbiennes, gay, trans, queer et intersexe (LGBTQI), regroupées eu sein de la Maison Arc-en-Ciel de Bruxelles. L'association a notamment pour objectifs de promouvoir, à travers des activités d'éducation permanente, l'égalité des chances, la visibilité et l'épanouissement de cette population, ainsi que sa pleine inclusion dans la citoyenneté.*

<http://www.ch-bxl.be/>





## « Le militantisme des milieux associatifs s'est assoupi avec leur professionnalisation »



CULTURE ET DÉMOCRATIE

*Entretien avec Baptiste de Reymaeker,  
Coordinateur de Culture et Démocratie*

Actuellement, c'est un peu la crise de tout. On en viendrait à se demander si la crise n'est pas une modalité de gouvernement, justifiant « des mesures exceptionnelles ». Je parlerai davantage de crise de la représentativité, de crise de la démocratie. Il faut travailler à l'émergence d'une démocratie plus directe, plus radicale : une fédération de communs, par exemple, comme le proposent Christian Laval et Pierre Dardot dans leur livre « Commun ».

Le mot citoyen a été beaucoup utilisé. Il a véhiculé dans un premier temps un imaginaire révolutionnaire et émancipateur (durant la Révolution française, la Commune). Le terme a ensuite été capturé. Il existe une vision radicale, libertaire, qui critique vertement « le citoyenisme » et prône l'abandon du terme, qui appartient maintenant au dominant : être citoyen c'est être sage, rangé, participatif, intégré. Doit-on, abandonné les mots cap-

-turés par le Pouvoir (citoyen, autonomie, responsabilité, participation, ...) ou au contraire se battre pour qu'ils conservent leur potentiel libérateur ?

Le militantisme des milieux associatifs s'est-il assoupi avec leur professionnalisation / reconnaissance et soutien par les pouvoirs publics ? Militance et travail sont-ils compatibles ? Les forces de changements se sont-elles déplacées ailleurs, dans des collectifs plus spontanés, moins permanents et structurés ? Une forme d'engagement – celle qui a été la source de la création de l'impressionnant tissu associatif militant en FWB – s'essouffle-t-elle, et une autre est-elle en train d'émerger ? Comment penser cette transition ? Il y a là une question générationnelle, une différence dans la manière de concevoir l'action politique et militante ...



Qu'observe-t-on à C&D ? Oui, la professionnalisation permet de structurer l'action, de la rendre cohérente et de meilleure qualité, d'ouvrir des perspectives sur du plus long-terme, d'améliorer la diffusion des idées,... C'est une chance !

*Culture & Démocratie est une plateforme de réflexion, d'observation, d'échange et de sensibilisation. L'association développe une approche critique du concept de culture, et explore à travers diverses thématiques les questions de l'accès à la vie culturelle et de la participation à celle-ci ; il s'agit aussi d'approcher les politiques publiques dans le domaine de la culture, ainsi que le domaine des droits culturels.*

<http://www.cultureetdemocratie.be/>



Mais en même temps, avec la spécialisation du travail dû à la reconnaissance en EP dans un seul axe (voir question 1), il y a eu un sentiment de dépossession, peut-être, dans le chef de certains membres.

Les permanents de l'association sont garants de l'adéquation de l'activité de l'association avec les exigences du décret ; et quand ils rappellent ce cahier des charges obligatoires, ce n'est pas toujours bien perçu par les membres militants. Il se creuse une forme d'écart pas toujours évident à gérer, au sein de l'association, entre les militants (dont il faut préserver le désir « désintéressé ») et l'équipe professionnelle.

Le temps « professionnel » est aussi très pris par l'évaluation quantitative et qualitative de l'action et, de façon plus générale, la gestion est de plus en plus prégnante, mais est incontournable, au détriment de l'objet social.



## « La citoyenneté ne doit pas être remorquée par la nationalité ; la crise est plutôt institutionnelle »



**Entretien avec Hamel Puissant,  
Formateur au CBAI**

Le terme de citoyenneté est un terme imposé. Du point de vue politique, la citoyenneté est au départ l'idée de devenir belge, pour jouir des droits et devoir de la société. Il faut donc former les gens à cette citoyenneté belge. Le terme a ensuite évolué avec les remous violents du vivre-ensemble. La notion du civisme intègre la citoyenneté et relève de l'apprentissage des devoirs, où l'on forme les citoyens à être bon citoyen. C'est une conception imposée par le monde politique, avec l'idée de la résidence, d'être actif là où l'on habite.

Concrètement, sur le terrain, c'est une conception proche de l'éducation populaire, presque un synonyme du travail de l'action citoyenne qui se réalise surtout par des militants et bénévoles. L'action sociale collective est une des formes d'action propres à l'éducation permanente, et se situe dans le champ de la citoyenneté.

Le CBAI a pour objectif la promotion active des relations interculturelles à Bruxelles en particulier, et dans la société belge en général. L'association poursuit cet objectif à travers la formation des professionnels et des futurs professionnels en contact avec un public multiculturel, l'information sur les réalités migratoires, la diffusion culturelle et le soutien au secteur associatif.

<http://www.cbai.be/>





Qui a décidé qu'il y avait crise de la citoyenneté ? Ce qui est avancé par les scientifiques ou les universitaires et ensuite récupéré par la politique, c'est la désaffection des citoyens par rapport au monde politique traditionnel. Pour nous, c'est une crise institutionnelle avant tout. Le désenchantement règne bien, la preuve en est que le vote diminue. Le monde politique appelle l'associatif à ré-embellir le système politique.

C'est une crise qui continue à s'approfondir. Une crise frappe également l'éducation permanente avec le nouveau décret de 2003, technocratique, défensif, et qui empêche beaucoup de reconnaissance. Il permet de défendre ce qui existe et ne s'ouvre pas à la nouveauté. Il octroie des privilèges à la production de service ou de documents. Il pousse certains à écrire d'énormes volumes d'analyses, d'outils sans lien avec l'action concrète. Normalement, dans l'éducation permanente, ce sont les groupes qui produisent leurs propres outils.

Ces questions de citoyenneté sont fort travaillées au CBAI. Même pour les belges, car il est important de connaître son pays.



## ÉDUCATION PERMANENTE ET CULTURE

La culture a toujours tenu une place appréciable dans l'éducation permanente. Elle est sans doute son principal catalyseur. Comprenons le terme culture dans un sens élargi, celui qui évoque l'accès au monde et l'expérience du réel.

L'activité culturelle d'une société est gage de sa bonne santé. Plus celle-ci est intense et prolifère, plus le cadre dans lequel elle se déroule détient les compétences et les capacités à se remettre en question, à se penser lui-même et à autoriser une possible déconstruction. Moteur de toute transformation sociétale, la culture rassemble et active ces forces vives, seul moyen de penser l'individu dans la société dans une perspective critique de changement.

En ces termes, la mission de l'éducation permanente, si pas sa raison d'être, est de se poser en passeur de culture, vers le peuple et par le peuple. L'éducation permanente, comme méthode spécifique, transmet au peuple cet ensemble de savoirs, avec pour objectif l'émancipation du destinataire.

Mais, dans nos sociétés, la culture devient de plus en plus marginalisée, et se détache de toute dimension, jusqu'à s'aplatir. Mal engendrée par le mouvement déclenchés par les décideurs, celui d'instaurer une séparation des compétences, cloisonnées maintenant jusqu'à l'extrême. Ce mécanisme moderne, instauré dans une volonté de visibilité et de clarté, produit un effet secondaire, celui d'assécher la culture et de la rendre inapte à porter des revendications sociales ou économiques. Dans l'imaginaire collectif, celle-ci est rencardée au second plan, et ne parvient plus à représenter un enjeu essentiel.

Parallèlement, la culture a tendance à prendre de grands airs, à faire des pieds de nez aux classes populaires, pour ne s'offrir qu'à la crème de la société. Celle-ci met tout en œuvre pour exclure la majorité de la population de sa pratique. Pour cela, elle se complexifie, se dote de codes opaques et se faufile hors de la réalité.



Lieu d'expérimentation, Article 27 présente un bréviaire du décroisement culturel. Sa directrice Catherine Legros, ouvre la voie à une reconquête citoyenne de la pratique culturelle. L'association témoigne d'un usage d'Education Permanente soutenue par la médiation. Celle-ci se diffuse dans un ensemble d'outils, dont l'objectif est d'atteindre une émancipation. Le constat est également dressé de la faiblesse associative.

Mathieu Bietlot, coordinateur de la cellule communication sociopolitique de Bruxelles Laïque, raconte le Festival des Libertés comme un acte de citoyenneté engagé.

Le Monde des Possible, association liégeoise où Kevin Coco, coordinateur pédagogique, rend la parole à une population rayée de la carte par l'ensemble de la société, les sans-papiers. Celui-ci évoque l'éducation permanente comme seul moyen de faire exister ces laissés-pour-compte.

Jean-Paul Léonis nous démontre, à travers une initiative citoyenne telle que le GAG, que d'autres modes de résistances sont possibles.



## « Une reconquête citoyenne de la pratique culturelle »



**Entretien avec Catherine Legros,  
Directrice d'Article 27 Wallonie**

### **Vie culturelle et pratique citoyenne**

Elément fondamental qui nous différencie du monde animal, la vie culturelle ouvre l'accès à la conscience globale, respecte à la fois les émotions, le spirituel et tout notre être de manière globale et holistique. La vie culturelle place chaque individu en être à part entière, avec toutes ses richesses ; le partage de cette vie nous confère notre place d'être humain. L'accès au beau, à autre chose qu'à la matière pure, nous permet d'être des hommes et au-delà, des citoyens. L'action culturelle tisse des liens, évite l'isolement et abolit la peur de l'autre.

### **Article 27, une réflexion et une action**

Nous signons des conventions avec le secteur social luttant contre la pauvreté, en contact direct avec le public : les CPAS, le secteur associatif, les centres de réfugiés. Chaque accompagnement doit être personnalisé, car nous rencontrons parfois un public ayant perdu la capacité de se projeter dans le lendemain. C'est souvent le cas de certains réfugiés, qui souffrent d'un déracinement total. Nous adoptons, pour l'ensemble de nos actions, une définition à double sens de la précarité. Elle recouvre la difficulté de se projeter dans un avenir proche, temporalité fluctuante en fonction de l'individu, et le fait de ne pas pouvoir jouir de ses droits et assumer ses devoirs. En amont, nous procédons à un travail avec le groupe, à l'aide d'outils pédagogiques, pour faire émerger les notions d'identité-altérité interculturelle. Se rendre compte de sa propre culture et la confronter à celle de l'autre demande un travail sur soi, au niveau de la tolérance et de la perte des peurs, ou du moins d'une



réduction de celles-ci. Placer dans cette dynamique, les personnes expliquent ainsi tout leur parcours individuel, depuis qu'elles sont en contact avec la culture au sens large. Nos actions se mobilisent autour d'une définition de la culture, celle de l'UNESCO, qui n'intègre pas uniquement la diffusion mais également les us et coutumes.

Au contact du public, nous créons des outils pédagogiques et artistiques dont la première mission – qui n'est pas des plus faciles – est de démythifier les images mentales préconçues. Prenons le cas de la Boîte à Musique, important outil pour Article 27. Lorsque l'on évoque la musique classique, les individus ont, très souvent et de manière spontanée, un mouvement de recul. En démythifiant cette musique, le public, progressivement, avec l'outil qui a été créé, prend conscience de ses compétences et de ses connaissances dans le domaine. Lorsqu'il dresse ce constat, la confiance se restaure petit à petit, et il s'aperçoit qu'en réalité cette musique est omniprésente dans la publicité, dans les films mainstream,....

Nous amenons à la conscience des éléments dans l'ombre, cachés, et lorsque ce processus est entamé, le reste suit. La confrontation avec le reste du groupe permet de ressentir du plaisir, de vivre de fortes émotions à l'écoute de cette musique. Notre objectif est donc de mettre en évidence le potentiel enfoui de chacun.

### ***Éducation permanente, concept et pratique***

Chaque individu doit être outillé afin de pouvoir devenir une personne à part entière, autonome par la pensée et par l'action. Il peut arriver que l'on se trouve dans une situation où l'on a besoin de la société et non l'inverse, sans être pour autant un assisté. L'éducation permanente intervient pour munir l'individu afin qu'il sache répondre aux besoins auxquels il a droit. Elle active l'accès à la réflexion et à la critique en libre penseur, et élève les personnes au rang d'individus à part entière, pensant, en citoyen responsable – or, aujourd'hui, on remarque que les gens en situation de précarité subissent des situations et ne se posent pas en tant qu'acteur – ; C'est l'objectif absolu et total de l'éducation permanente ; sans cela, elle n'a aucune raison d'être, à part donner bonne conscience au pouvoir politique.



Je pense qu'elle a un réel impact sur la société, autrement j'aurais quitté le secteur depuis bien longtemps. Sans doute sommes-nous des utopistes, mais je suis convaincue que quelques utopies d'hier sont aujourd'hui réalité. Quel prix à payer, cependant ; fatigués et asphyxiés par les décisions politiques, il devient difficile de tenir debout. Je pense que nous sommes effectivement profondément passionnés. Cette année, on perd 3%, mais avec les augmentations annuelles on perd en réalité 6% ; si bien que 100% de notre budget annuel est maintenant dévolu au salaire, et que nous n'avons plus de moyens pour les outils, les activités, les risques, le fonctionnement,... Je dois trouver ça ailleurs. Nous sommes dans une situation où l'on aimerait nous faire mourir de notre belle mort, sans mettre directement un terme à nos activités, geste politiquement incorrect. Aujourd'hui, le secteur est plus freiné par les encadrants, eux-mêmes sous pression, et dont la qualité de travail dénivellement grandement. Les pouvoirs publics nous asphyxient, en nous plaçant dans une logique capitalise, dans une société qui génère ses pauvres et qui les entretient.

Article 27 est actif sur l'axe 1 et l'axe 3. Nous ne parlons pas de service, mais d'action culturelle, car le service est ascendant et car l'action s'inscrit dans du collectif. L'ensemble de notre démarche ne se fait pas pour quelqu'un, mais avec quelqu'un.

### **Freins et contraintes du décret**

Éloigner les enfants du public de l'éducation permanente n'a pas grand sens. Lorsqu'on s'attarde sur les causes de la pauvreté, on s'aperçoit qu'elle laisse des marques indélébiles dès le plus jeune âge, touchant un enfant sur 5. Quand on prend les enfants comme point d'accroche, par le biais de l'école obligatoire ou de l'éducation permanente, le parent, par définition, est également touché. De plus, on ne régénère pas cette pauvreté générationnelle, qui est une des plus importantes dans notre pays. Si l'on tire des conclusions sur le décret, il n'a pas l'air de fort changer les choses. Un exemple de ses limites nous a été montré lors d'un projet très concluant, où des personnes en situation de fortes précarités s'inscrivent dans un projet, continuent dans un deuxième, et ensuite se posent en ambassadeurs dans un dernier. Se poser dans cette attitude sous-tend qu'ils transmettent leur savoir à d'autres personnes dans la même situation. Ils sont donc entrés dans une nouvelle démarche, celle de transmetteurs. Malheureusement, ils n'étaient que quatre, donc le projet n'a pas été reconnu en éducation permanente. Pourtant, il me semble que nous avons atteint une dynamique autoréflexive, rétroactive, et d'une grande intelligence.



L'élément perturbateur ici est la notion de large public, laissée à l'appréciation.

Un des principaux freins reste la peur des lendemains, pour les personnes pauvres mais également pour les associations. Dans le cas d'un partenariat, on additionne les compétences, on se met dans une logique de co-construction. Mais arrive le moment du rapport d'activités, qui se révèle être une vraie gageure, où bien souvent sévit la dispute des heures. Cette mésentente, dans certains cas, rentre en compte dans le fait de décider ou non d'établir un partenariat, triste constat.

### ***Médiation culturelle, quel processus ?***

La médiation culturelle est l'ensemble des éléments que l'on place entre la culture au sens large et le public. Ce pont doit être le plus confortable possible, et adopter la forme adéquate en fonction des individus. Dans le cadre d'une exposition d'art contemporain, on ne peut envisager cette découverte sans préparation au préalable. Nous réalisons alors des ateliers artistiques, nous discutons ensemble, et ensuite seulement nous passons à la visite. Nous plaçons le public dans une situation où il se sent aussi capable que n'importe qui. Une réflexion spontanée émerge, par la mobilisation des émotions brutes des participants, non celles qui sont imposées par une bienséance codée. Ces processus impulsent de nouvelles envies, de nouvelles curiosités pour d'autres formes d'arts, comme les concerts ou encore d'autres expositions. Notre travail dédramatise et place la chose artistique à un niveau de compétence identique. Nous allons à contre-courant du secteur culturel, où gouverne un puissant protectionnisme, soutenu par un langage extrêmement codé, compris par une élite. L'ensemble de ces constatations démontrent bien le pourquoi de ces inégalités et de la difficulté de les déloger de notre société.





L'asbl Article 27 se donne la mission de faciliter aux personnes précarisées l'accès et la participation à la vie culturelle. Le travail de cette association se développe en réseau avec des partenaires sociaux, culturels, et les publics eux-mêmes.

<http://www.article27.be/>



### **Associatif, une synergie pour des actions communes**

C'est le seul et unique moyen d'atteindre nos buts et objectifs. Malheureusement, nous sommes actuellement dans un climat où domine la logique de diviser pour mieux régner. Quel est le sens d'avoir deux associations voisines qui sont actives dans le FLE ? Au lieu d'additionner les compétences pour enrayer cette pauvreté ou pour participer à un meilleur vivre, le monde associatif a une forte tendance à tirer la couverture à soi. Il est évident que l'on ne peut blâmer les acteurs du secteur, qui subissent cette situation.



## « Des initiatives citoyennes naissent au sein même de l'événement »



**Entretien avec Mathieu Bietlot,  
coordinateur de la cellule communication  
sociopolitique du CAL**

Le festival, c'est véritablement dix jours de citoyenneté intensive. L'idée à l'origine est d'allier l'éducation permanente et la culture. L'éducation permanente se réalise à un niveau très local, au sein des quartiers, et se veut participative. Malheureusement, elle touche peu de monde. Elle peut également se faire de manière plus ouverte, avec des débats, mais on constate qu'elle ne touche qu'un certain public déjà conquis, concerné, préoccupé,... L'ambition du festival est d'élargir cette base. Il faut pour cela utiliser d'autres vecteurs, hormis le débat ou la formation, qui ne parlent peut-être pas à tout le monde ; par exemple le documentaire (qui va sensibiliser), le théâtre (qui va toucher l'affect), ou encore la musique (qui a un rôle d'attracteur). Utiliser diverses formes culturelles, capables de fédérer un large public disparate, dans des langages multiples et attractifs.

Il s'avère très difficile de mesurer l'impact du festival sur la citoyenneté effective. Toutes les associations d'éducation permanente sont confrontées à cette difficulté. Le but reste d'amener les individus vers une pensée plus critique et vers un engagement dans la société, suite au festi-



val, ce qui s'avère impossible à quantifier. Mais une évaluation est envisageable. On constate notamment qu'il y a de plus en plus d'affluence. Le public se déplace de moins en moins pour un concert, mais pour participer plus amplement à l'offre du festival. Un tiers des personnes affirment être venu pour une activité et ont été attiré par une autre, ce qui est un fait positif. Le public s'élargit, et sa base de fidèles également. Il devient de plus en plus actif et critique. Les personnes ressortent



*Le Centre d'Action Laïque assure la défense et la promotion de la laïcité en Belgique francophone. Cette association réfléchit, débat et agit par rapport à l'ensemble des aspects de la vie en société : égalité hommes-femmes, enseignement, début et fin de vie, interculturalité, enfermement, assuétudes, libertés,...*

<http://www.laicite.be/>



du festival et reviennent en étant un peu plus engagées. Il est clair que l'impact dans le renforcement de la citoyenneté dans l'espace public est assez fort. De nouveau, ce n'est pas représentatif, mais beaucoup nous disent que le festival est un rendez-vous incontournable pour le citoyen actif. Des initiatives citoyennes naissent au sein même de l'évènement. C'est encore un peu tâtonnant, mais le festival nous donne

à voir des citoyens actifs, autonomes et responsables. De plus en plus d'association et de collectifs citoyens souhaitent participer et collaborer à l'évènement. Voilà quelques traceurs de cet impact.

A la base, le festival défend les libertés menacées, pas uniquement dans la plainte, mais également dans la célébration de celles déjà conquises. Chaque année, l'ensemble du discours parle de libertés et de droits humains. Le fil conducteur est soutenu par une thématique qui se veut très large pour une programmation variée, qui permet le foisonnement des formes artistiques et en phase avec l'esprit de la société. C'est aussi l'occasion d'emmener le citoyen dans une réflexion sur une thématique qui nous semble importante et qui fait sens dans l'actualité. Une continuité d'une thématique à l'autre est importante pour créer des liens.



## « L'éducation permanente : le projet, le contre-pouvoir et l'auto-socio-construction »



**Entretien avec Kevin Coco,  
Coordinateur pédagogique  
du Monde des Possibles**

Chacun intègre l'éducation permanente dans sa pratique professionnelle à sa manière, avec un leitmotiv partagé par l'ensemble des acteurs de l'association, c'est l'auto-socio-construction des savoirs. Lorsqu'on pratique la langue française, on fait aussi de l'éducation permanente, car le stagiaire se pose en tant qu'acteur de son savoir ; et ensemble, le groupe construit quelque chose de plus important encore. Nous transmettons les armes du pouvoir. L'éducation permanente n'est pas figée. Elle forme un triangle : le projet, le contre-pouvoir et l'auto-socio-construction.

Elle est le contre-pouvoir par excellence. Une démocratie se doit de transmettre les armes pour se faire critiquer, et accepter la remise en cause. Même si l'éducation permanente est très balisée, elle donne les moyens aux individus de comprendre leur propre aliénation. Elle est le contre-pouvoir par excellence. Une démocratie se doit de transmettre les armes pour se faire critiquer, et accepter la remise en cause. Même si l'éducation permanente

*Le Monde des Possibles, à travers une certaine approche de l'acquisition de la langue française, veut promouvoir l'ouverture aux identités multiples, et le développement de capacités d'expression de ces identités. Il s'agit ainsi de favoriser la création et la mise en valeur de la culture au quotidien, et le développement d'un quotidien empli d'échanges entre diversités, d'interactions, de mutations, ainsi que d'un quotidien politique.*



<http://possibles.domainepublic.net/>

est très balisée, elle donne les moyens aux individus de comprendre leur propre aliénation. Le cadre nous permet cette pratique. Elle confère également une identité à certains publics, comme les sans-papiers, qui n'auraient aucune visibilité et aucune existence sans l'éducation permanente. Nous leur donnons les moyens d'exister et de revendiquer, par le biais d'une parole qui se veut libératrice. L'institutionnalisation de ce processus ne rend pas obsolète ces considérations.



## « D'autres modes de résistance sont possibles »



**Entretien avec Jean-Paul Léonis,  
Co-fondateur du GAC-Namur**

### **Quelle conception de la citoyenneté ?**

La citoyenneté tient dans la participation à tout ce qui concerne les membres de la société, directement ou indirectement. Le pouvoir laisse un espace de parole et d'action au citoyen, que celui-ci peut investir ou non – collectivement ou individuellement. Une grande difficulté provient ici du flot ininterrompu d'informations, dont la véracité pose fortement question, et qui noie littéralement le débat citoyen. Les individus doivent être informés et bien informés, ce qui est le plus compliqué. Il s'agit aussi que les données significatives puissent s'inscrire durablement dans la conscience, pour permettre aux citoyens de modifier progressivement une série d'habitudes, et de se montrer beaucoup plus critique.

### **Une ouverture du GAC à une démarche d'éducation permanente ?**

Nous avons peur de nous faire rattraper par le politique, et l'envie de rester totalement indépendant. Nous sommes juste une association de fait, qui fonctionne autour d'une charte, d'après laquelle tous les membres sont sur le même pied, avec des mandats qui tournent. Après mon expérience avec Attac, où c'est moi qui portais tout, je ne voulais plus cela. Le GAC se voit comme un mouvement militant, qui permet de sortir un peu de la filière de la grande distribution, et de la fragiliser. C'est une petite goutte, mais c'en est une.



## **Citoyenneté en crise**

Le problème central est celui de la motivation ; pour entamer une dynamique de changement, il faut que les citoyens portent en eux l'envie de faire quelque chose. Il s'agit de les prendre petits ; avec les adultes c'est déjà plus difficile, car ils véhiculent bon nombres de stéréotypes. Cette crise émane donc du citoyen en lui-même. Il existe une séparation de plus en plus profonde entre la politique et le citoyen ; celui-ci peine à être entendu, surtout dans l'opacité de l'Union Européenne. Le citoyen ne peut plus voir l'utilité de la politique.

*Attac (Association pour la Taxation des Transaction financière et l'Action Citoyenne) est centrée sur la lecture critique des politiques socio-économiques, la recherche d'alternatives à celles-ci, et des actions de sensibilisation et de contestation inspirées par ces lectures et recherches. Les GAC (groupement d'achat commun) visent à soutenir l'agriculture locale et durable, et à créer ainsi des alternatives à la grande distribution, en organisant un achat direct aux producteurs, et l'établissement d'un rapport personnel et de dialogue entre ceux-ci et les consommateurs.*

*<http://gacnamur.blogspot.be/>*



## MONDE DÉSINFORMÉ RECHERCHE EXPLORATEURS DES MEDIAS

*L'histoire et l'actualité sont complexes ; les médias commettent manifestement de nombreux manquements ; nous sommes inondés par une masse d'informations ; tout cela donne à beaucoup l'impression que la recherche de l'information significative a trop peu de chance d'aboutir. D'autres deviennent si méfiant qu'ils rejettent soit l'ensemble des médias, soit ne se fient qu'aux plus marginaux. D'autres encore voient à priori ces derniers comme fantaisistes, et n'accordent leur attention qu'aux grands médias. La recherche à travers les méandres des flots de l'information, et aux nombreuses sources qui alimentent ces flots, cette recherche peut-elle mener à quelque chose ? Notre conviction est que la réponse est positive, pour peu qu'on nourrisse une motivation suffisante, et qu'on soit ouvert à une diversité de sources. Le sens de cette recherche ? Entre autres, le dialogue entre les peuples, le dépassement de leurs conflits et des escalades de violences, phénomènes où les informations incomplètes et le manque de connaissance jouent un rôle essentiel.*

Plus que jamais, les grands médias d'information sont un des domaines où se jouent les choses les plus décisives. En même temps, dans tous les milieux sociaux (y compris ceux qui ont le plus facilement accès à la culture), beaucoup de citoyens se désintéressent de plus en plus de ce domaine, pour différentes raisons : une grande partie de ces médias diffusent de nombreuses informations dénuées d'intérêt, sans vraie analyse, incomplètes, voire partiales ; on nous suggère également souvent que seuls les experts peuvent se prononcer sur les domaines importants ; etc. D'autres citoyens encore continuent à chercher, mais en excluant toute une partie des sources possibles, les uns les grands médias, les autres les médias dits alternatifs

L'objectif est ici de montrer que malgré la désinformation et la complexité, il reste possible de tirer des choses de grande valeur des médias d'information, sans que cela demande trop de temps et d'énergie, et que les différents types de médias « officiels » comme « alternatifs » peuvent être d'un grand secours, surtout avec quelques méthodes de recherche, qui sont en fait très simples.

On n'atteint pas forcément ainsi des connaissances certaines, mais on peut ouvrir de nombreuses pistes, trouver des données au moins très vraisemblables, etc. Toute une partie des citoyens ont conscience de ces possibilités, mais ils restent une minorité.





Pour tendre vers ces objectifs, nous nous pencherons sur toute une série d'outils de décryptage, sur les pièges dans lesquels peut tomber l'investigateur, sur la recherche de liens éclairants – entre des informations qui ne disent pas grand-chose isolément, etc.

Ce, dans plusieurs nouvelles rubriques : « Les Pièges du labyrinthe » ; « Les Outils de l'explorateur » ; « L'Histoire occultée » ; « En filigrane » ; etc.

Au-delà de la recherche, nous voulons aussi promouvoir l'action nourrie par cette recherche.


Nous avons ainsi créé la rubrique « Tapis volants, potions et épées transparentes », qui propose des outils pour le débat et la sensibilisation, ou des œuvres artistiques ou littéraires sources d'énergie ou d'éveil.

Pour favoriser l'échanges et élargir les débats, il y aura aussi des concours liés à des questions soulevées, des pistes proposées (c'est le cas dans ce bulletin) ; une façon de stimuler votre participation au développement de cette partie de PluriCité.

Cette démarche de lecture critique se développe au sein du projet « Médias, Citoyenneté, Diversité », qui se déploie dans des espaces de réflexion, de production, de sensibilisation, ainsi que des événements grand public, comme le Salon des Médias Alternatifs et des Alternatives Médiatiques.

Ce projet d'ensemble et cette approche de PluriCité, qui sont en interaction, visent à promouvoir une participation des citoyens, dans toutes leurs diversités, aux productions médiatiques comme à leur lecture critique ; il s'agit aussi de créer des ponts entre les différentes sphères de l'information, en particulier entre grands médias et acteurs alternatifs.



 *Il ne faut pas croire son œil, mais son cerveau, a écrit un scientifique. L'œil croit voir que la Terre est plate, seul le cerveau lui dit qu'il se trompe. Et alors que la caméra portée par satellite confirme qu'il en est bien ainsi, l'œil humain reste trop souvent au ras du sol. Regard pragmatique, incapable de détecter ce qui ne bondit pas aux yeux. Prendre de la hauteur, pour être plus proche du réel, plus humain.*

Claude Julien





## LES OUTILS DE L'EXPLORATEUR

**Techniques de décryptage, grilles de lecture, lumières tirées des travaux de différents chercheurs, pour pouvoir mieux lire entre les lignes, distinguer le fait de l'hypothèse, le préjugé de l'idée qui éclaire ; voilà ce qui est proposé ici.**

### **Les médias d'information : une mine sombre, mais qui contient des pépites de grand prix**

Commençons par une méthode simple et qui a ses limites, mais qui permet déjà beaucoup de découvertes.

On peut introduire l'idée par des réflexions de deux grands décrypteurs des médias, Noam Chomsky, dont nous avons déjà parlé plusieurs fois dans PluriCité, et François-Xavier

Verschave, le spécialiste du néocolonialisme français.

Chomsky nous dit ceci : « Les responsables de la culture (rédacteurs en chef, journalistes de premier plan, etc.) partagent des intérêts de classe et des liens avec les gouvernements, les brasseurs d'affaires ainsi que les autres secteurs privilégiés.

Il y a en fait un flux régulier de gens de haut niveau, au sein de grandes entreprises, du gouvernement et des médias. Avoir ses entrées auprès des autorités de l'Etat est important si l'on veut conserver une position concurrentielle (...). »<sup>1</sup>



Dans le même sens, dans une interview de François-Xavier Verschave, on lit ces propos qui concernent notamment une partie importante des médias francophones : « La France est le seul pays démocratique, à ma connaissance, qui a une po-

lice des médias : il existe 57000 fiches de journalistes aux Renseignements Généraux. Je ne comprends pas que la presse tolère ça. C'est quelque chose d'insupportable. »<sup>2</sup>



Mais ces chercheurs nous disent aussi d'autres choses, plus encourageantes. Selon Chomsky, « pour servir les intérêts des puissants, les médias doivent présenter une image à peu près réaliste du monde. Il arrive aussi que l'intégrité et l'honnêteté professionnelles entrent en conflit avec la mission primordiale. Les meilleurs journalistes sont généralement très conscients des facteurs qui modèlent le produit médiatiques et ils cherchent à tirer parti des ouvertures qui se présentent. Il en résulte qu'on peut apprendre beaucoup de choses par la lecture critique et sceptique de ce que les médias produisent. »<sup>3</sup>

Dans le même esprit, Verschave nous dit : « Quand on connaît le pedigree et la généalogie de l'ensemble des journalistes, on repère qu'il y en a une quinzaine qui, malgré toutes ces conditions défavorables, malgré parfois leur rédaction, font magnifiquement leur travail. Les meilleurs articles sortis depuis dix ans sur la Francophonie ont été publiés par Patrick de Saint-Exupéry dans le Figaro. Car il ne faut pas faire de manichéisme : il y a des journalistes libres dans tous les médias. »<sup>4</sup>

Peut-on se faire rapidement une première opinion sur ces déclarations ? Au sujet des liens entre grands médias et pouvoir, on peut les constater par des recherches rapides.<sup>5</sup> Quant à la présence d'informations significatives ou révélatrices, dans ces médias, on peut notamment faire le raisonnement suivant.

Ce qui nous occupe ici, ce sont les informations qui nécessitent une investigation. Ce qui correspond bien souvent à des informations qui gênent le pouvoir.

Car les autres choses, il n'y a pas d'intérêt à les dissimuler. Or, si les grands médias entretiennent effectivement des liens étroits avec le pouvoir, et s'ils contiennent des informations qui critiquent celui-ci sur des points vraiment sensibles, ces informations possèdent sans doute un degré de probabilité élevé.



En effet, on peut se dire d'une part que les personnes qui travaillent pour ces médias ne vont pas risquer de s'attirer des difficultés sans bonnes raisons ; et d'autre part, que ces médias ne vont en général pas laisser dire en leur nom des choses qui peuvent leur causer des problèmes, dans les cas où ces choses ne sont pas très probablement justes (pourquoi risquer des difficultés pour des informations qui, en plus, seraient peu probables ?).

De plus, les grands médias qui ont une certaine réputation tentent particulièrement d'atteindre une vraie rigueur, surtout au niveau de la mention des faits, notamment pour garder cette réputation.





Les reproches qu'on peut leur faire concernent surtout des sélections opérées parmi les faits, des manières partiales de les présenter – au niveau du ton, de la mise en avant de certains aspects, etc. Cela renforce encore les chances que les informations sensibles qui nous intéressent ici soient justes, dans les médias en question. Mais étant donné les liaisons des grands médias avec le pouvoir, on se doute que ces informations sensibles doivent rester suffisamment rares et dispersées ; et idéalement, être exprimées sous une forme qui les neutralise le plus possible.

Comment dès lors les trouver sans de trop longues recherches ? Un élément de réponse : chez les chercheurs et médias alternatifs, on trouve beaucoup de données sur des sujets sensibles. Toute une partie de ces chercheurs et médias peuvent sans doute être considérés comme partiaux à force d'être trop engagés, pas toujours assez rigoureux, etc. Ce n'est pas du tout le cas de tous – par exemple, Noam Chomsky est très réputé, internationalement.

Et quant aux autres, beaucoup d'entre eux se basent très souvent sur les grands médias d'information ; ils accomplissent fréquemment un travail proche de celui d'un Chomsky (qui, avec une équipe d'assistants, épiluche les contenus de ces médias, pour y dénicher les perles isolées). Aussi, dans les écrits de ces acteurs alternatifs, on peut trouver beaucoup de références précises à des informations significatives des grands médias.

En conséquence apparaît la possibilité d'un recours aux acteurs « officiels » comme marginaux de l'information : les premiers peuvent apporter un important surcroît de probabilités aux trouvailles des seconds ; et ces trouvailles, de leur côté, indiquent souvent des contenus de valeur dispersés dans les grands médias. Bien sûr, il reste la possibilité de l'erreur commise de bonne foi, le fait que certaines choses importantes pourraient n'être mentionnées nulle part dans les grands médias, etc. Mais cette méthode peut déjà apporter beaucoup (d'autant plus que les sites Internet des différents médias peuvent être investigués à une grande vitesse, grâce à la recherche par mots-clefs).

Une telle démarche nous montre bientôt que malgré tous leurs défauts, les différents médias sont des mines d'or pour celui qui cherche l'information de valeur ou des pistes vers celle-ci. C'est ce que cette seconde partie de PluriCité veut faire apparaître.



*Je préfère une vérité nuisible à une erreur utile: la vérité guérit le mal qu'elle a pu causer.*

Johann Wolfgang von Goethe



## L'INVITÉ

RELIRE LES STÉRÉOTYPES  
DANS LES MÉDIAS

PAR STÉPHANE HOEBEKE



Stéphane Hoebeke est licencié en droit, juriste et responsable de l'éducation aux médias à la RTBF. Il est l'auteur de *Sexe et stéréotypes dans les médias*, L'Harmattan, 2008, et coauteur du *Droit de la Presse*, 3<sup>e</sup> édition, Anthémis, 2012.

Ce n'est pas un scoop. Les stéréotypes sont partout : en nous, autour de nous, dans les médias. Mais qui sont ces stéréotypes ? Et faut-il lutter contre eux jusqu'à leur éradication totale ?

Les stéréotypes sont d'abord des représentations mentales, symboliques, et pour un être humain, tout est représentation, connotation, association, rejet, généralisation, grossissement, raccourci. On fonctionne tous selon notre profil, notre éducation, nos habitudes, avec une grille de lecture et un horizon d'attentes faits de bonds et de rebonds, de flux et de reflux, entre sensation, peur, raison, mémoire et projection.

Pour les uns, le seul mot « Bush » est synonyme d'impérialisme satanique. Pour les autres, c'est peut-être une marque de bière. Une même musique peut susciter l'indifférence ou les larmes. Une couleur peut entraîner l'adhésion ou la répulsion, selon notamment son association à un parti. Le slogan « Je suis Charlie » charrie tout jusqu'à la nausée.

Comment distinguer les stéréotypes acceptables de ceux qu'il faudrait contrôler, voire interdire ?

Mais aussi et surtout comment lutter contre les stéréotypes sans tomber soi-même dans les stéréotypes ? Ce piège que j'ai appelé le stéréotypisme nous guette tous, acteurs ou consommateurs de productions médiatiques. Une des clés pour éviter cette voie sans issue, c'est de commencer par dépasser ses propres clichés.

Le stéréotypisme accuse les médias de reproduire la domination à l'œuvre dans la société, la domination du capital, la domination de l'homme blanc, qui dicterait sa loi immuable à travers le temps et les structures sociales et mentales. Une main voire une loi invisible qui serait toujours d'application ici et maintenant, dans la presse, les films, les séries télévisées, la télé-réalité, les journaux télévisés, les dessins animés, la publicité, les vidéoclips, les magazines ou sur les réseaux sociaux.

Le stéréotypisme nie quelque part le caractère ambigu et ambivalent de nombreux stéréotypes. Car au jeu des représentations, on peut facilement soutenir tout et son contraire. En développant une vision unidirectionnelle des représentations médiatiques, en additionnant des éléments épars pour un résultat qui conforte toujours la démonstration de la domination,



le stéréotypisme minimise la liberté du producteur, du journaliste, de l'artiste ou de l'anonyme de communiquer des faits, des idées ou des créations.

Il minimise la liberté du destinataire d'interpréter les productions médiatiques de manière personnelle, différente, plurielle.

Or, en matière de représentation médiatique, il n'y a pas une mécanique de causalité mais une dynamique d'ambivalence des causes et des effets. Un même message peut entraîner des réactions diverses et divergentes ; il peut laisser une empreinte éphémère (comme un dessin sur le sable) ou durable (comme une empreinte digitale) ; il peut entraîner la colère ou la passion. La préhension des stéréotypes et leur degré d'intégration sont fonction des données innées et personnelles du récepteur, du contexte de consommation ainsi que du milieu scolaire, éducatif, professionnel, politique, économique, social et culturel. Ils sont fonction du niveau de consommation des programmes et du type de programmes regardés.

C'est dans ce cadre que le programme « La Boite à clichés » a vu le jour en 2012 : un programme audiovisuel de la RTBF qui cherche à identifier des stéréotypes dans les médias pour mieux les dépasser. La « Boite à clichés », c'est la boîte que tient le photographe, le caméraman, le cinéaste, le publicitaire, le journaliste ou l'internaute anonyme et avec laquelle il nous communique une information ou une idée.

Mais c'est aussi la boîte que nous avons tous là, notre cerveau, notre boîte noire, qui encode, décode et déconne parfois. Le téléspectateur/auditeur/internaute est à lui tout seul une « boîte à clichés » libre d'accepter ou de refuser les sons et les images présents dans les médias.

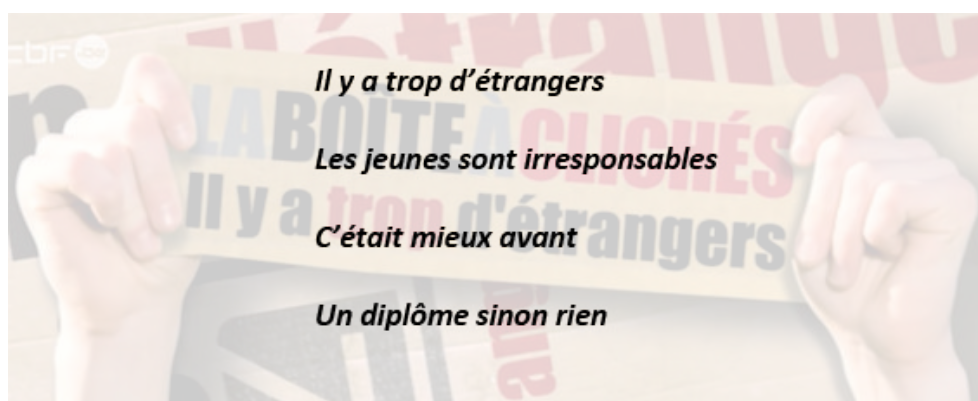
Avec un titre volontairement provocateur, chaque épisode illustre un lieu commun à travers ses multiples représentations médiatiques. Cela donne une minute trente d'antenne qui mêle images d'archives (tirées du cinéma, des séries télé, des vidéoclips, de l'actualité, de la publicité, de la presse écrite ou d'Internet), graphisme original et voix off.



Centré d'abord sur les clichés femmes-hommes, le programme s'est ouvert à tout le champ de la diversité en 2014, en maintenant sa ligne éditoriale forte en faveur de la liberté d'expression et de l'égalité concrète pour toute personne indépendamment de son sexe, son orientation sexuelle, ses origines, son milieu socio-professionnel, sa religion, son âge ou son handicap. ● ●



Ce travail s'est fait en 2014 en partenariat avec le Carrefour des cultures, dans le cadre du Plan « Médias, diversité, citoyenneté ». Un des buts a été de faire réfléchir des groupes de jeunes sur les stéréotypes présents dans les médias, en les invitant à « fabriquer » de nouvelles Boites à clichés, une sélection des meilleures idées pouvant servir de base à la production de nouvelles capsules, sous le contrôle éditorial de la RTBF. Concrètement, trois groupes de jeunes venant d'horizons divers (Henallux – Quinoa – Amo Passages) ont activement répondu à l'appel et, au final, 4 nouvelles capsules ont ainsi été produites :



Elles sont visibles sur le site <http://www.rtbf.be/entreprise/education-aux-medias>.



## LES PIÈGES DU LABYRINTHE

*Modelages idéologiques du langage, phénomènes de désinformations intentionnels ou non, techniques de manipulation qui sont désamorçées une fois qu'on les a comprises,... C'est ce que cette rubrique propose à celles et ceux qui veulent se lancer dans le labyrinthe des médias...*

### Modération extrémiste

Il arrive à beaucoup d'entre nous de se faire reprocher des positions trop radicales, que ce soit par notre entourage ou dans les médias. De telles critiques sont souvent justifiées, puisque beaucoup d'idées gagnent à être complétées par d'autres points de vue.

De nombreuses personnes semblent même penser que la meilleure position est toujours le compromis entre les conceptions opposées ; ce qui est plus que discutable. Un exemple simple : selon un éditorialiste du journal le Sun, les migrants qui tentent de traverser la méditerranée sont des parasites, dont il faudrait couler les embarcations au canon<sup>6</sup>. Cette déclaration a sûrement suscité des points de vue très opposés. Si on suivait ces personnes qui préconisent toujours les positions intermédiaires, on devrait dire (même si c'est ridicule) : « je n'accepte pas qu'on

coule toutes les embarcations de migrants ; par contre je ne tombe pas non plus dans la radicalité de ceux qui refusent à 100% cette option ; pour moi, une solution modérée serait de couler la moitié de ces embarcations, mais de laisser passer l'autre moitié ».

Dans un cas comme ça, c'est clairement aberrant. Pourtant, sur de nombreux sujets, beaucoup de gens ne cessent de faire des raisonnements de ce type ; mais comme les problématiques sont en général plus complexes, on ne voit souvent pas si clairement ce qui ne va pas.

Un exemple de ces cas plus complexes est la question de l'annulation de la dette des pays du Sud. Cette dette est très rentable pour ceux auxquels elle est due. En effet, elle est entretenue par les intérêts sur les sommes prêtées, et les pays concernés





ont déjà remboursé plusieurs fois les montants de départ<sup>7</sup>. Cette dette est donc devenue un mécanisme d'exploitation. En formulant les choses encore un peu plus clairement, on se rendrait compte qu'on est dans un cas proche de l'exemple aberrant donné plus haut. Certains décideurs ne devraient pas tant se radicaliser pour pouvoir dire : au sujet de la question de l'exploitation du Tiers-Monde, il faut éviter les positions unilatérales ; celle, un peu radicale, qu'il faut poursuivre à 100% cette exploitation ; tout comme celle, tout à fait extrémiste, qu'il faut la cesser à 100%. Un point de vue équilibré est qu'il s'agit de la poursuivre, mais en mettant des garde-fous, en acceptant d'en tirer moins ; ce qui de plus est profitable, comme les populations se révoltent alors moins, etc. (Il semble d'ailleurs que ce soit la solution choisie jusqu'ici).

« Selon moi, l'histoire est faite par les hommes et les femmes, mais elle peut également être défaite et réécrite, à coups de silences, d'oublis, de formes imposées et de déformations tolérées (...) »

Edward W. Saïd

Il convient donc de se demander attentivement qui exactement est modéré, et qui est extrémiste...

## Un si beau mot, que celui de libération

Petite réflexion sur le terme de libération, et retour sur des événements de l'histoire récente de l'Irak – l'invasion de ce pays par la grande puissance que nous savons, en 2004.

Il s'agit de la deuxième bataille de Falloujah, entre les envahisseurs et des Irakiens qui leur opposaient une résistance particulièrement déterminée, malgré la supériorité militaire écrasante de leurs adversaires. Les combats étaient très destructeurs, et les civils irakiens fuyaient la ville, qui était encerclée. Chomsky nous dit ceci

<sup>8</sup> : « Les hommes en âge de combattre, en gros, ont été renvoyés dans la ville.

C'est ce qui s'est passé à Srebrenica en 1995. La seule différence est que les Etats-Unis ont fait sortir les Irakiens de la ville avec des bombes, pas avec des camions. Les femmes et les enfants ont été autorisés à partir ; les hommes, s'ils étaient repérés, étaient arrêtés et renvoyés d'où ils venaient. Pour qu'ils se fassent tuer. C'est ce qu'on appelle universellement un génocide, quand ce sont les Serbes qui le font. Quand c'est nous, c'est une libération. »<sup>9</sup>

<sup>10</sup>



En effet, l'invasion de l'Irak, dans son ensemble, a été qualifiée de guerre de libération par ses auteurs<sup>11</sup>. Il ne s'agit pas ici de pointer spécialement la puissance concernée, mais de rendre attentif à ce genre d'utilisation des mots, qu'on peut trouver dans les discours de toutes sortes de pouvoirs, y compris européens.

### Une expression qui sonne bien

On entend souvent parler d'égalité des chances, expression qui paraît inoffensive et qui a même été institutionnalisée, puisqu'il existe des ministères de l'égalité des chances. Ceux-ci visent notamment à promouvoir cette égalité dans les domaines de la culture, de l'enseignement et de la santé.

Même si l'expression sonne sans doute bien à la plupart des oreilles, elle a déjà suscité de vrais débats, et certains défendent cette alternative : l'égalité des droits. Y a-t-il une vraie différence ? De notre point de vue, oui. Il n'y a peut-être aucune intention problématique dans le choix de cette expression ; mais pourquoi s'agirait-il de donner aux gens leurs « chances » en matière de santé, d'enseignement, etc., plutôt que d'assurer simplement leurs droits, dans ces domaines ?

Ainsi, cette expression n'implique-t-elle pas une forme de reconnaissance (consciente ou non) de la logique de compétition ? Ou un signe de contamination par cette logique, et peut-être, dès lors, un facteur de poursuite de cette contamination ?





## Le trouverez vous ?

Deux éléments dans lesquels on peut trouver des choses qui se prêteraient bien à être traitées dans cette rubrique. Il s'agit d'un extrait d'un rapport d'une fondation française, et d'une courte présentation d'un événement et de son traitement par certains médias. À vous de tenter de trouver ce que nous voyons dans ces exemples – ou autre chose encore, qui nous aurait échappé. Dans le prochain numéro, il sera question de notre interprétation, ainsi, autant que possible, que des vôtres. (Ce sont donc les deux premières questions du concours associé à ce bulletin – informations à la fin de celui-ci).

### Alerte aux conspirationnistes

« (...) mouvance hétéroclite, fortement intriquée avec la mouvance négationniste, et où se côtoient admirateurs d'Hugo Chavez et inconditionnels de Vladimir Poutine. Un milieu interlope que composent anciens militants de gauche ou d'extrême gauche, ex-« Indignés », souverainistes, nationaux-révolutionnaires, ultranationalistes, nostalgiques du IIIème Reich, militants anti-vaccination, partisans du tirage au sort, révisionnistes du 11-Septembre, antisionistes, afrocentristes, survivalistes, adeptes des « médecines alternatives », agents d'influence du régime iranien, bacharistes, intégristes catholiques ou islamistes ». C'est ainsi que la fondation Jean Jaurès a qualifié le conspirationnisme.

### Émotion dans les médias

Seconde petite réflexion que nous vous proposons, et qui nous conduit une fois encore à Falloujah ; dans cette ville, en 2004, durant les nombreux combats qui s'y sont déroulés, eut lieu un événement qui fit beaucoup parler de lui, dans les médias notamment : un soldat américain avait achevé un soldat irakien blessé, désarmé et réfugié dans une mosquée<sup>12</sup>. Aux États-Unis, notamment, on avait parlé de crime de guerre, et on s'était ému, disant que de telles choses ne devraient pas arriver.



**Pour nous, il y a dans cet extrait et cette information, chaque fois, un phénomène médiatique très intéressant à discerner. N'hésitez donc pas à nous dire ce que vous en pensez.**



## L'HISTOIRE OCCULTÉE

**Faits de l'histoire passés sous silence, trop rarement mentionnés, présentés souvent de façon incomplète, ou encore de sorte à les neutraliser. C'est ce qui est proposé dans cette rubrique.**

**Notons qu'on peut se réjouir d'avoir pu trouver les informations suivantes dans de grands médias comme le Guardian (relayé ici par le Courrier International) et le Monde Diplomatique. Grâce à eux, et malgré ce qu'on peut leur reprocher par ailleurs, les pages d'histoire concernées ne restent pas entièrement occultées.**

### Churchill, un antifasciste convaincu ?

Tout le monde a entendu parler des répressions extrêmement meurtrières exercées sur des Kurdes par le régime de Saddam Hussein, à la fin des années 1980 (l'indignation qu'elles ont soulevées était bien sûr totalement justifiée – même si elle est venue en retard chez beaucoup, comme ils n'ont appris les faits qu'un peu plus tard, Saddam ne dérangeant pas encore, à cette époque) ; on se souvient notamment de l'utilisation massive de gaz chimiques.

Il est intéressant de noter que d'autres faits, assez similaires, ont eu lieu quelques dizaines d'années plus tôt, dans la même région, ainsi que plus au nord ; et que leur responsable principal était le très respecté... Winston Churchill. À l'époque où il était secrétaire d'Etat à la Guerre.<sup>13</sup>

Au cours de la première guerre mondiale, les peuples de l'Irak se sont libérés de la domination ottomane, et refusent de pas-

ser sous la tutelle d'un autre empire, celui des Britanniques. Pour faire entendre raison à ces populations, la Royal Air Force utilisait bombes et mitrailleuses, tuant en plus des combattants de nombreux civils (des avions de transports sont utilisés, pour pouvoir lancer le plus de bombes possibles, des bombes incendiaires sont lâchées sur les toits de chaume).

Enthousiasmé par son travail, le chef d'escadron Arthur Harris, écrit : « L'Arabe et le Kurde (...) savent maintenant ce qu'est un vrai bombardement ; ils savent qu'en quarante-cinq minutes, un grand village (...) est pratiquement rayé de la carte, et un tiers de ses habitants tués ou blessés par quatre ou cinq avions qui ne leur offrent pas de véritable cible sur quoi tirer, ni l'occasion de combattre glorieusement, ni aucune possibilité matérielle d'y échapper. »



Qu'il ait été vraiment choqué ne paraît pas très crédible, quand on apprend en outre les informations suivantes, et sa position à l'égard de l'utilisation d'armes chimiques. Vers la fin de la première guerre mondiale, des savants britanniques conçoivent l'en-

Après la lecture de telles lignes, Churchill se dit « choqué » ; il demande également de n'être plus tenu au courant de ces actions, notamment car les décrire dans des rapports est dangereux pour la réputation de l'armée britanni-

### Le souffle du jasmin nous porte vers des moments oubliés de l'histoire

In'ch Allah, *Le Souffle du Jasmin*, roman de Gilbert Sinoué, nous fait revivre entre autres une partie des événements dont on vient de parler. Ce livre nous fait voyager au-delà des brumes du passé, dans des zones laissées dans l'ombre par les manuels, et par ceux que Chomsky nomme les « historiens de cour » (faisant référence aux courtisans du pouvoir des temps passés).

*Le Souffle du jasmin* conte les destins de quatre familles – égyptienne, irakienne, juive et palestinienne –, dont les parcours sont marqués par les événements de l'histoire, et notamment les rôles qu'y jouent des puissances d'Occident. Les membres de ces familles et cultures portent chacun leurs regards propres, sur les chemins qui sont à la fois les leurs et ceux de l'humanité, dans ces régions où l'Orient et l'Occident se rencontrent sans cesse.

Se prolongeant avec deux autres tomes, l'ensemble du récit recherche les racines de grandes blessures et conflits de notre époque ; il passe notamment par les rapports Palestine-Israël-Grande-Bretagne ; il aboutit aux événements marquant de l'aube du 21<sup>e</sup> siècle (ceux d'un certain jour de septembre 2001) ; il essaie d'apporter plus de compréhension sur les relations entre les peuples concernés, qui glissent aujourd'hui toujours plus vers le conflit. Le récit de ce premier tome se déroule durant la période qui va de 1916 à 1956 (les deux suivants allant précisément jusqu'en 2001).

*n'ch Allah, Tome 1 : Le Souffle du Jasmin, Flammarion, 2010.*

-gin M, un projectile qui contient un gaz extrêmement toxique. Il est bientôt décidé de l'utiliser contre les révolutionnaires russes (Churchill est alors déjà secrétaire d'Etat à la guerre).

-que. Des dizaines de milliers d'Engins M sont expédiés en Russie, pour équiper l'aviation britannique envoyée là-bas. L'énorme quantité de ces projectiles indique plutôt clairement une volonté d'anéantissement (Sir Keith Price, chargé



de la guerre chimique, dit cette phrase révélatrice : « Avec ce gaz, il suffirait de mettre dans le mille une fois pour qu'il n'y ait plus aucun bolcho [bolchevique] de ce côté-ci de Vologda. »).

Les autres membres du gouvernement désapprouvent l'utilisation de ces armes, ce que Churchill regrette beaucoup, ayant prévu d'y recourir en Inde également, contre les indépendantistes. Taxant ses collègues de « sensiblerie », il déclare à ce sujet dans un mémorandum alors secret: « Je suis fermement en faveur de l'utilisation de gaz toxiques contre les tribus non civilisées » ; il conclut même cet écrit en faisant un peu « d'esprit » : « En quoi serait-il injuste qu'un artilleur britannique tire un obus qui fera éternuer un indigène? Vraiment, c'est trop bête. » (Précisons juste que ce gaz pousse ses victimes à vomir leur sang).

Malgré les réticences d'une partie du gouvernement, la Royal Air Force passe à l'attaque avec ces armes, en 1919, commençant par bombarder une série de villages russes. Cependant, du fait notamment de l'humidité des régions concernées, les engins M s'y avèrent beaucoup moins efficaces que prévu ; et, non sans avoir fait des victimes, les Britanniques délaissent finalement cet armement.

Voilà qui peut inciter l'explorateur des médias à être prudent, lorsque des personnalités de l'histoire ou de l'actualité sont érigées en icônes de la lutte pour le bien.



**La première  
victime d'une  
guerre, c'est la  
vérité**

Rudyard Kipling





## LANTERNES ET FEUX FOLLETS

*Extraits commentés d'articles, d'émissions, de livres, soit éclairants, soit égarants pour l'investigateur des mondes médiatiques, tels les feu follets qui d'après les légendes attirent les voyageurs en-dehors des chemins, pour les perdre dans les marais ; voilà ce qui est proposé ici. L'intérêt réside dans les données elles-mêmes comme dans la présentation des voies qui ont permis de les trouver. Pour cette fois, vous êtes invités à suivre une petite enquête sur une célèbre personnalité européenne. Si vous ne craignez pas d'être choqué quant à certaines de nos idées reçues, n'hésitez pas à rentrer dans les lignes qui suivent...*

### Un père fondateur si européen

Jean Monnet est présenté d'habitude comme un vénérable père fondateur de l'UE, artisan d'une Europe paisible et prospère. Sujet spécialement d'actualité, du fait des influences toujours plus grandes des institutions européennes. Influences qui s'accroîtront très fortement si le traité transatlantique, en cours de négociation entre l'UE et les USA, est effectivement signé fin 2015.<sup>14</sup> Se pencher sur les racines de l'Union Européenne pourrait donc avoir beaucoup de sens.

Point de départ de cette recherche : un ami nous parle d'une émission vue il y a quelques mois, dont il a oublié le nom, et où il aurait été dit que Jean Monnet travaillait pour la CIA. L'information nous interpelle ; le si respectable Jean Monnet, auquel sont dédié tant de places, d'avenues, d'ouvrages admiratifs, un collaborateur de la CIA ?

Il ne s'agit pas de verser dans l'anti-américanisme ; mais on peut n'être aucunement anti-USA, tout en n'ayant pas envie d'être soumis à des institutions qui seraient proches de la CIA.

Le lien avec nos thématiques ? Entre autre, un certain communautarisme d'après lequel l'ensemble des cultures devraient être refaçonnées selon un modèle venu de l'ouest.



L'investigation, à présent. Il nous faut des références plus solides que les seuls propos d'un ami, des références basées par exemple sur des critères comme ceux proposés plus haut : présence de l'information dans de grands médias liés au pouvoir, et de préférence réputés.<sup>15</sup> Le critère du lien avec le pouvoir est particulièrement intéressant ici, du fait que Jean Monnet était pleinement membre de l'establishment européen, et est globalement très estimé par lui. Des informations qui mettraient en cause cette personnalité et qui se trouveraient dans de grands médias européens (ou seraient tolérées par eux) auraient donc sans doute un degré de probabilité assez élevé. ● ●



Pas d'information sur cette émission, apparemment, sur le site de la chaîne en question. Idem, semble-t-il, sur les sites de l'ensemble des grands médias.

Qu'en est-il dans les médias peu connus ? On trouve notamment, sur le site « Atlantico », un article qui parle de « liens secrets entre la CIA et les pères fondateurs de l'Europe ». <sup>16</sup> Cet article se base sur un livre : « Circus Politicus », écrit par les journalistes Christophe Deloire et Christophe Dubois. Cet ouvrage ou ses auteurs sont-ils aussi mentionnés dans les grands médias ? En notant leurs noms dans Google, à côté de celui de tels médias, on découvre notamment ceci : ces journalistes ont écrit dans le Monde Diplomatique un article sur le thème de Circus Politicus <sup>17</sup> ; le site de France Inter, grande chaîne de radio liée à l'Etat, nous apprend qu'ils ont tous deux mené une carrière au sein de grands médias <sup>18</sup> ; Marianne parle positivement du livre en question (nous apprenant qu'il est très apprécié d'Emmanuel Todd) <sup>19</sup> ; etc.

Mais aucun de ces articles ne mentionne le lien qui aurait existé entre Monnet et la CIA. Par chance, sur le site Google Books, on trouve des parties du livre en question ; avec des mots clés, on trouve vite ce passage très intéressant <sup>20</sup> :

*« Un témoin direct atteste de l'influence de l'ancien vice-président de l'ACUE, Allen Dulles, sur les protagonistes de la construction européenne, au premier rang desquels Monnet. Souvenons-nous que Dulles fut le directeur de la CIA de 1953 à 1961. Ce témoin, c'est Constantin Melnik, conseiller du premier ministre français Michel Debré pour la sécurité et le renseignement entre 1959 et 1962 :*

*«Les deux personnes qui ont joué le plus grand rôle en Europe pour financer la politique et les syndicats, c'est Allen Dulles et Irving Brown» (...) Dulles fut l'un des hommes de l'ombre qui s'attiraient les sympathies dans les milieux les plus élevés. Melnik témoigne : «Dulles (...) me citait notamment le rôle de Schuman et Monnet. Oui, Schuman et Monnet avaient des contacts avec la CIA.» Le général [De Gaulle] en concevait de l'agacement : «De Gaulle voulait que les contacts avec la CIA soient concentrés au niveau des services et que les gens de la CIA cessent de voir directement Monnet et Schuman.» »*

*Ces pages nous parlent aussi de liens important entre Monnet et la finance des USA, et du fait qu'il dirigeait lui-même une banque états-unienne ; on y lit également qu'il comptait beaucoup d'amis – comme John Foster Dulles – parmi les dirigeants du Council of Foreign Relations, considéré parfois comme l'incarnation de l'empire des USA, d'après le livre (et dont font partie des gens comme Kissinger et Rockefeller).*

*Bien sûr, ce ne sont là encore que des éléments de réponse. Mais pour nous, ces indications ont un degré de probabilité élevé, et ouvrent des pistes très intéressantes, en particulier en ce qui concerne les racines de l'UE.*

**La vérité,  
c'est de chercher  
toujours la vérité**

**Romain Rolland**





## EN FILIGRANES

*Cette rubrique rassemble des propos tirés des médias, entre lesquels existent différents rapports ; à vous de les rechercher. Vous en trouverez peut-être qui nous ont échappé (c'est la seconde étape du concours évoqué). Il n'est pas nécessaire d'aller voir les articles ou vidéos eux-mêmes. Pour cette fois le thème est le conflit en Ukraine.*

**IL FAUT SECOURIR L'UKRAINE** Bernard-Henri Levy, philosophe, et Georges Soros, financier américain, président des **Open Society Foundations** – Une nouvelle Ukraine est née (...) sur le Maidan (...) C'est une expérience rare de démocratie participative (...) menée par un peuple rassemblé dans le projet commun de s'ouvrir à la modernité, à la démocratie, à l'Europe. »<sup>21</sup>

« **Ukraine : «Nous sommes votre gilet pare-balle»** Arseni Iatseniouk, le Premier ministre ukrainien a réaffirmé (...) qu'il est primordial que l'Europe livre des armes à l'Ukraine. D'après lui, son pays est le seul rempart contre la Russie. »<sup>22</sup>

« CNN : George Soros a construit une des grandes fortunes du monde (...) il est profondément préoccupé par l'évolution politique (...) en Ukraine (...) vous avez financé un grand nombre d'activités dissidentes (...) Faites-vous des choses similaires en Ukraine ?

George Soros : Eh bien, j'ai créé une fondation en Ukraine [Fondation pour une Société Ouverte – Ukraine] (...) [Cette fondation] a joué un rôle important dans les événements actuels. »<sup>23</sup>

« «Une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui, la CIA le faisait clandestinement il y a vingt-cinq ans». » L'homme dont le Washington Post rapporte le surprenant aveu (...) a été le premier président de la National Endowment for Democracy (NED, Fondation nationale pour la démocratie), une association (...) aux objectifs particulièrement vertueux : promouvoir les droits de l'homme et la démocratie. C'est pourtant d'elle qu'il parle dans sa déclaration. »<sup>24</sup>

« **Ukraine - Des activistes internationaux ont contribué à la «révolution orange»** (...) Ils ont œuvré au renversement des dictatures en Serbie, puis en Géorgie, et - bientôt - en Ukraine. (...) Les activistes (...) sont d'autant plus habiles et efficaces qu'ils sont ●●



solidement encadrés. Ils ont ainsi bénéficié en Ukraine du soutien financier d'une organisation basée à Washington et très proche du gouvernement américain (...) L'aide étrangère (...) s'étend également à la formation.<sup>25</sup>

« [Organismes financés en Ukraine par la National Foundation for Democracy, leurs objectifs officiels et les montants versés – ce ne sont que quelques exemples de la très longue liste qui se trouve sur le site de cette fondation<sup>26</sup>]

Organisation publique Telekritika – liberté de l'information – 58 250 \$

Centre pour la Recherche sur les Perspectives Sociales au Donbass – 34 995 \$ – soutien de médias régionaux indépendants (...)

Institut Républicain International (...) 275 000 \$ – favoriser la bonne gouvernance (...)

Institut de l'Information des Masses – 36 450 \$ (...)

Centre Ukrainien pour la Recherche Politique Indépendante (...) 79 250 \$

Fondation pour une Société Ouverte (OSF) – Ukraine (...) 33 980 \$ »



« **On avait parfaitement compris, longtemps avant Georges Orwell, qu'il fallait réprimer la mémoire. Et pas seulement la mémoire, mais aussi la conscience de ce qui se passe sous nos yeux, car, si la population comprend ce qu'on est en train de faire en son nom, il est probable qu'elle ne le permettra pas.**

Noam Chomsky





## TAPIS VOLANTS, POTIONS ET ÉPÉES TRANSPARENTES

*Tapis volant invisibles, potions pour trouver des forces ou s'éveiller à d'autres réalités, épées psychiques pour tailler un chemin à travers les ronces invisibles,...* Cette rubrique est dédiée à tout ce qui peut nourrir l'action et la motivation, dans les arts, la littérature ou la philosophie.

### Sortirons-nous du sommeil de l'hiver ?

Winter sleep, dernière création du réalisateur turc Nuri Bilge Ceylan, a été projeté dans le cadre de Cinémas des Cultures 2015.

Ce film nous emmène quelque part dans les steppes de Turquie. Il nous parle d'un comédien retraité et fortuné, qui tient un petit hôtel en Anatolie centrale, et y passe l'hiver avec sa sœur, séparée depuis peu, et sa jeune épouse. Le couple s'est éloigné intérieurement, mais ne parvient pas non plus à se séparer. Dans ce milieu assez fermé, les personnages ont souvent l'occasion de discuter, et petit à petit, divers désaccords et rancœurs remontent à la surface. L'ancien comédien travaille à une histoire du théâtre turc (ce dont il parle avec complaisance), et écrit aussi pour un journal local. Il est fier des résultats de ses longues séances de rédaction. Cet homme est également propriétaire de maisons anciennes, où vivent des gens pauvres. Il les fait gérer par un employé (régulièrement, certaines de ces personnes ne peuvent

pas payer leur loyer, et le gérant a déjà fait appel à la police, dont l'intervention a mal tourné pour un locataire). Winter sleep a suscité à la fois beaucoup d'enthousiasme (il a reçu la palme d'or à Cannes), mais aussi des doutes (on lui a reproché sa longueur, des dialogues trop denses,...) Lors de Cinéma des Cultures, la plupart des participants au débat ont trouvé ce film très riche mais en effet dense (au sujet des dialogues, justement, on aurait souvent eu envie de faire un rewind et une pause, pour réentendre telle réflexion et y réfléchir).

Une scène qui nous a spécialement marqués : un des locataires de l'ancien comédien vient le trouver pour discuter d'une dette que lui doit sa famille (ce locataire est un religieux). Le propriétaire tente d'abord de se montrer assez large, mais il s'avère de plus en plus agacé ; il finit par demander à cet homme de ne plus venir le trouver, et de traiter uniquement avec




son employé. Il explique qu'il n'a pas le temps de gérer lui-même ces propriétés, qu'il n'est en fait au courant de rien, à propos de leur gestion ; il a bien trop de travail pour s'occuper de ces choses-là lui-même.

Peu après, il écrit un article sur ce qu'il a vu tandis qu'il passait par hasard près de ces maisons qu'il loue, notamment celle où vit religieux ce religieux. Ce sont d'anciennes habitations traditionnelles, très pittoresques. Leurs locataires laissent différents objets un peu partout, près des façades. Dans son article, l'ancien comédien critique ces personnes ; pour lui, elles enlaidissent un patrimoine historique. Il vise indirectement mais clairement le religieux qui était venu le trouver, et reproche à des gens comme lui de n'être pas à la hauteur de leur religion de haute culture.

Le fait de n'avoir pas le temps de gérer nous-mêmes nos avoirs, de n'être pas au courant de la manière dont on les utilise, cela ne vous rappelle rien ? Nous informons-nous sur les domaines où investissent les banques où se trouve notre argent ? Sur la manière dont les entreprises dont nous achetons les produits traitent leur personnel ? Sur les programmes et réalisations des partis pour qui nous votons ? Mais comme cet ancien comédien, nous avons tant de choses plus importantes à faire...

On aimerait que ce film, et en particulier cette scène, puissent agir sur nous comme une potion qui réveille ; qui aide à sortir du sommeil de l'hiver..



 **Je n'ai pas écrit le Mesnevi<sup>27</sup> pour qu'on le lise, mais pour qu'on s'envole avec.**

*Djalāl al-Dīn Rumī*



# Notes

<sup>1</sup>CHOMSKY, Noam, *Les Dessous de la politique de l'oncle Sam, Ecosociété, 1996, p.104.*

<sup>2</sup>VERSCHAVE, François-Xavier, tiré de l'article *Françafrique, les médias complices ?*, publié sur le site d'ACRIMED, février 2001 - <http://www.acrimed.org/article218.html>

<sup>3</sup>CHOMSKY, Noam, *Les Dessous de la politique de l'oncle Sam, Ecosociété, 1996, p.104.*

<sup>4</sup>Verschave, François-Xavier, tiré de l'article *Françafrique, les médias complices ?*, publié sur le site d'ACRIMED, février 2001 - <http://www.acrimed.org/article218.html>

<sup>5</sup>Les informations nécessaires sont sur les sites des grands groupes auxquels appartiennent ces médias, ou sur les sites des médias eux-mêmes. Par exemple, au sujet du lien du Figaro avec le groupe Dassault : <http://www.dassault.fr/filiale.php?docid=2410>. Sur le lien de TF1 avec Bouygues : <http://www.bouygues.com/espace-presse/communiqués-filiales/1/>. Autre exemple : Denis Olivennes, PDG d'Europe 1 - [http://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2014/04/15/denis-olivennes-pdg-d-europe-1-je-vous-promets-un-beau-match-avec-rtl\\_4401415\\_3236.html](http://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2014/04/15/denis-olivennes-pdg-d-europe-1-je-vous-promets-un-beau-match-avec-rtl_4401415_3236.html) - est aussi celui de Lagardère Active - <http://www.lagardere.com/centre-presse/communiqués-de-presse/communiqués-de-presse-122.html&idpress=6842> -, et a été jusqu'en 2010 président du directoire du Nouvel Observateur - <http://tempsreel.nouvelobs.com/medias/20101130.OBS3932/denis-olivennes-quitte-le-nouvel-observateur.html>. Le groupe qui contrôle le journal *Le Monde* appartient majoritairement à un banquier d'affaires, un puissant industriel des télécommunications, ainsi qu'un grand entrepreneur - <http://www.lefigaro.fr/medias/2010/06/28/04002-20100628ARTFIG00643-berge-niel-et-pigasse-rachètent-le-monde.php> -, et ce groupe possède 51% du *Monde Diplomatique*.

<sup>6</sup>Voir par exemple *Une éditorialiste du Sun compare les migrants à des cafards*, *Le Soir*, 24 avril 2015 - <http://www.lesoir.be/860368/article/actualite/monde/2015-04-24/une-editorialiste-du-sun-compare-migrants-des-cafards>

<sup>7</sup>Voir par exemple ces documents du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde) : <http://users.skynet.be/cadtm/pages/francais/fraG7two.htm>

<sup>8</sup>Un mot sur la crédibilité de ce chercheur : le *New-York Times*, journal très lié à l'establishment des USA, et qui n'aime pas Chomsky, le reconnaît néanmoins comme un des plus grands intellectuels vivants. Voir par exemple *La mauvaise réputation de Noam Chomsky*, *Le Monde Diplomatique*, 2001 - <http://www.monde-diplomatique.fr/2001/04/BRICMONT/1829>

<sup>9</sup>La justice internationale a en effet qualifié de génocide ces événements de Srebrenica, comme nous l'apprend par exemple cet article : *Bosnie : commémoration de Srebrenica*, *Le Figaro*, juillet 2012 - <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/07/11/97001-20120711FILWWW00235-bosnie-commemoration-de-srebrenica.php>

<sup>10</sup>CHOMSKY, Noam, *La Doctrine des bonnes intentions*, 10/18, 2006, p°139 et 140. Ce passage du livre se base sur ces articles des grands médias : RORY, McCarthy, *The Guardian* (Londres), 15 novembre 2004 ; NEGUS, Steve, *Financial Times* (Londres), 12 novembre 2004.

<sup>11</sup>Voir par exemple, cet article publié le 2 mai 2003 sur le site Internet du Nouvel Observateur : <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20030502.OBS0321/bush-une-victoire-mais-pas-encore-la-guerre.html>

<sup>12</sup>Voir par exemple cet article sur le site du quotidien 20 minutes : <http://www.20minutes.fr/monde/39490-20041117-monde-un-soldat-americain-acheve-un-irakien-desarme>

<sup>13</sup>Toutes les informations présentées dans les lignes qui suivent ont été tirées de ces deux articles : *Quand Winston Churchill approuvait les gaz de combat*, *The Guardian*, 2013, traduit et publié également par le *Courrier International* - <http://www.courrierinternational.com/article/2013/09/13/quand-winston-churchill-approuvait-les-gaz-de-combat> -, et Churchill était « choqué », *Le Monde Diplomatique*, 2003 - <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/01/LINDQVIST/9853>.

<sup>14</sup>Il s'agit du TTIP, traité qui, notamment, multiplierait les pouvoirs pourtant déjà très grands des multinationales, entre autres en créant un tribunal international de règlement des conflits entre entreprises et Etats, tribunal qui se trouverait sous l'égide de la Banque Mondiale, et siègerait à Washington. Il s'agirait aussi dans ce cadre d'harmoniser normes européennes et états-uniennes, ce qui entraînerait assurément, parmi beaucoup d'autres choses, l'arrivée dans nos assiettes de produits comme les OGM. Nous en parlerons davantage dans un prochain bulletin. Pour plus d'infos, voir par exemple : <http://www.cncd.be/-stop-ttip->



## Notes (suite)

<sup>15</sup>Voir, dans ce bulletin, l'article *Les médias d'information, une mine sombre, mais qui contient des pépites de grand prix*.

<sup>16</sup>*Proches, si proches – les liens secrets entre la CIA et les pères fondateurs de l'Europe, Schuman et Monnet*, Atlantico, 8 février 2012 : <http://www.atlantico.fr/decryptage/schuman-monnet-fondateurs-europe-cia-circus-politicus-christophe-deloire-christophe-dubois-283741.html>

<sup>17</sup>Christophe Deloire et Christophe Dubois, *L'Avenir de l'Europe se discute à huis clos*, Le Monde Diplomatique, septembre 2012 : <http://www.monde-diplomatique.fr/2012/09/DELOIRE/48137>

<sup>18</sup><http://www.franceinter.fr/personne-christophe-deloire> ; <http://www.franceinter.fr/personne-christophe-dubois>

<sup>19</sup>*Circus Politicus, la comédie démocratique*, Marianne, 2012 - [http://www.marianne.net/Circus-politicus-la-come-die-democratique\\_a215934.html](http://www.marianne.net/Circus-politicus-la-come-die-democratique_a215934.html)

<sup>20</sup><https://books.google.be/books?id=Upmz8uvx2NIC&pg=PT294&lpg=PT294&dq=pdf+circus+politicus&source=bl&ots=BmMDIxbZXz&sig=ZoLCupn77yDFsinGDP-42toFM-o&hl=fr&sa=X&ei=zgEXVY2RBIXR7Qb5rYHQBA&ved=0CFkQ6AEwCQ#v=onepage&q=monnet&f=false>

<sup>21</sup>*Libération*, janvier 2015 – [http://www.liberation.fr/monde/2015/01/25/il-faut-secourir-l-ukraine\\_1188431](http://www.liberation.fr/monde/2015/01/25/il-faut-secourir-l-ukraine_1188431)

<sup>22</sup>*Le Figaro*, introduction d'une vidéo proposée sur le site du journal, sans indication de date – <http://plus.lefigaro.fr/tag/ukraine>

<sup>23</sup>CNN, 25 mai 2014 ; l'interview d'où sont tirés ces lignes peut être visionnée notamment sur Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=l0Jtv6HEWQ4>

<sup>24</sup>*Le Monde Diplomatique*, juillet 2007 – [http://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/CALVO\\_OSPINA/14911](http://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/CALVO_OSPINA/14911)

<sup>25</sup>*Le Soir*, décembre 2004 ; il s'agit donc d'événements plus anciens, mais liés à ceux qui se déroulent actuellement en Ukraine – <http://archives.lesoir.be/ukraine-des-activistes-internationaux-ont-contribue-a-l-t-20041221-Z0Q3M6.html>

<sup>26</sup>Ces informations sont accessibles sur le site de la fondation en question – <https://web.archive.org/web/20141016020305/http://www.ned.org/where-we-work/eurasia/ukraine> (les données ont été traduites de l'anglais par nous).

<sup>27</sup>Recueil de poésie de Djalāl al-Dīn Rumī, poète mystique persan du 13<sup>e</sup> siècle ; ce livre est considéré comme un chef d'œuvre.

# Concours

## CONCOURS DES EXPLORATEURS

*« Relire les médias » favorise l'esprit critique, et contribue à le mettre en mouvement et en interaction continue, pour l'éveil et l'élévation d'un imaginaire collectif qui place l'être humain au centre de ses intérêts. Relire les médias propose le Concours des Explorateurs. Pour y participer, rendez-vous dès ce lundi 22 juin sur notre site Internet :*

<http://www.carrefourdescultures.org/>

# REMERCIEMENTS

Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont participé directement ou indirectement à la réalisation de ce numéro.

En premier lieu, les intervenants qui ont pris de leur temps pour nous expliciter leurs manières de voir et d'agir dans le cadre de l'associatif, notamment celui qui œuvre pour l'éducation permanente, à savoir : Oliviero Aseglio, Sébastien Bodart, Mathieu Bietlot, Kevin Coco, Jean-Luc Degée, Baptiste de Reymaeker, Pontien Kabongo, Jean-Paul Léonis, Catherine Legros, Jean-Paul Liens et Hamel Puissant.

Un grand merci à Stéphane Hoebeke qui a pu emprunter la plume du premier invité de « Relire les médias ».

Un clin d'œil spécial et chaleureux à Michèle Hicorne, qui ne cesse de faire des idéaux de PluriCité une pratique et une manière de communiquer avec l'altérité. De par ses animations lors de Cinémas des cultures, elle a pu mettre en avant un épisode occulté de l'histoire, qui a contribué à nourrir l'esprit critique que « Relire les médias » aspire à cultiver.

Dans le même esprit, nous saluons Laurent Martin, qui, par sa présence active, a été source d'une belle inspiration pour ce numéro.



## **PluriCité**

Le bimestre de Carrefour des Cultures asbl

Adresse de contact :  
avenue Cardinal Mercier, 40, à 5000 Namur

Tél. : 0032(0)81/41.27.51

e-mail : [info@carrefourdescultures.org](mailto:info@carrefourdescultures.org)

site Internet : [www.carrefourdescultures.org/](http://www.carrefourdescultures.org/)

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la  
Région Wallonne

